









1792

# ALMANACH

DE

L'ABBÉ MAURY;

O U

*Réfutation de L'ALMANACH  
DU PERE GÉRARD, cou-  
ronnée par la Société des  
Amis de la Monarchie,  
séante à Coblentz.*

A COBLENTZ;

*Et se trouve à Paris,*

Chez tous les LIBRAIRES  
Royalistes.

TABLE

INTRODUCTION

TABLE  
Le bon sens est le plus grand des biens  
de la vie humaine. C'est pourquoi  
aux philosophes de tous les siècles  
(surtout aux Grecs et aux Romains)  
cette science a été si chère et si précieuse.  
Ils ont voulu en faire le fondement  
de toute sagesse et de toute vertu.  
Mais il ne faut pas se laisser  
séduire par les vaines spéculations  
des sophistes. Il faut se tenir  
à la raison et à l'expérience.  
C'est la seule voie qui mène  
à la vérité et au bonheur.  
A

## INTRODUCTION.

UNE espèce d'auteur, nommé *Collot*, membre de la horde des soi-disant amis de la constitution, séante aux jacobins à Paris, lequel, (soit dit par parenthèse), conserve inconstitutionnellement le sur-nom d'*Herbois*, s'est avisé de faire, sur cette *merveilleuse* constitution, un prône assez plat, à l'usage des gens de la campagne.

Le prôneur qu'il a choisi

iv

pour son organe est ce vieux  
*Gérard*, paysan bas-breton,  
député à la défunte assem-  
blée, dite nationale *consti-  
tuante*.

Selon lui, cet homme est  
*d'un bon sens exquis*; il a  
*la droiture de cœur des an-  
ciens patriarches*. Mais il  
n'a donné aucune preuve  
ni de l'un, ni de l'autre à  
cette assemblée.

Il le suppose « accueilli  
avec joie dans son village,  
à son retour du manège.  
- Tant mieux pour lui. - Béné-  
dicté de chacun. - Mais pourquoi?  
Qu'a-t-il fait? -- On bénit

✓  
toujours, dit le sieur *Collot*,  
ceux qui ont rempli loyale-  
ment les fonctions qui leur  
ont été confiées par le *peu-  
ple*. - pourquoi là le *peuple*?  
Est-ce qu'on ne devroit pas  
bénir aussi ceux qui au-  
roient rempli de même les  
fonctions qui leur auroient  
été confiées par le Roi ? &  
puis, y a-t-il bien de la  
loyauté à opiner *de la Cu-  
lotte*, (1) comme le pere  
*Gérard* & tant d'autres là-

---

(1) *Opiner de la culotte*,  
c'est opiner par assis & levé.

vi  
ches députés se sont contentés de le faire au manège, lorsque la religion & les bonnes mœurs outragées, la justice & tous les droits violés par des factieux, réclamoient si fortement leur appui ?

« Figurez-vous donc, continue l'auteur, *le voir* entouré de ses freres, de ses amis, pressé, caressé, & sur-tout bien questionné, bien interrogé.-- » Je ne me figurerai pas *le voir*, parce que *voir* n'est pas une chose qu'on puisse se figurer, mais je me figurerai ce per-

sonnage , auquel on voudroit , je ne sais à quel titre , donner quelque célébrité : je me le figurerai tel qu'on voudra , mais non répondant , comme on suppose qu'il l'a fait , aux questions qui lui ont été adressées sur la constitution , parce que , toutes plates & erronées que sont la plupart de ses réponses , elles surpassent sa capacité. Je ne puis reconnoître dans le prétendu *almanach du pere Gérard* , l'esprit , les intentions & les principes de ce vieillard , quand il n'a lui-



même rien fait connoître à l'assemblée de tout ce qu'on lui prête, & quand, peut-être, il ne sait ce que c'est qu'*intention, esprit & principe*. M. Collot, quand vous aurez à nous offrir quelques petits fruits de votre petite imagination, ayez soin de ne pas oublier la vraisemblance.

Je supposerai, moi, à la place du pere *Gérard*, un homme sage, retiré dans la même campagne que ce vieillard, y vivant en solitaire, & méritant par sa bienfaisance autant que

par ses lumieres , l'admiration & l'attachement des villageois. Comme il parle d'après les principes de M. *l'Abbé Maury* , mon *Almanach* porte le nom de ce législateur éclairé.

Quant aux interlocuteurs , ils sont les mêmes que ceux de *l'almanach du pere Gérard*. Je les suppose faisant part au respectable solitaire des instructions constitutionnelles que leur a faites le gros-Jean , hasbreton , ou plutôt lui lisant *l'almanach du pere Gérard*. Mon solitaire en relève

x

toutes les erreurs. C'est la  
matiere de douze entretiens  
correspondans aux douze  
imaginés par le jacobin  
*Collot d'Herbois*.

Je n'ai pas travaillé  
comme lui pour gagner 25  
*Louis* & faire annoncer  
ensuite dans les mille & un  
journaux, avec une jac-  
tance ridicule que je fais  
don de ces 25 *Louis* à des  
malheureux. Le plaisir se-  
cret de démasquer un per-  
fide, un ignorant présomp-  
tueux me suffit. Je ne me  
nomme pas. Qu'importe de  
quelle bouche sorte la vé-  
rité !

---

---

**A L M A N A C H**  
**DE L'ABBÉ MAURY.**

---

**Ier. ENTRETIEN.**

---

*De la Constitution.*

---

[ Cinq paysans arrivent chez le Solitaire. Il faut observer qu'ils sont plus instruits que ne le sont communément les paysans. ]

**LE SOLITAIRE.** Bon jour mes amis ! quelle nouvelle ?

UN PAYSAN. Vous saurez, monsieur, que nous avons causé avec le pere *Gérard* sur la *grande* constitution. On a imprimé nos entretiens avec lui, sous le titre d'*almanach du pere GERARD*. Le voici.. Nous permettez-vous de vous le lire & de vous demander s'il nous met dans le bon chemin ?

LE SOLITAIRE. Très-volontiers. Asseyez vous près du feu. (*Ils sont assis.*)

*Le même* PAYSAN. Il me passe par la tête une idée. Si vous voulez, monsieur,

je lirai , moi , & *Hubert* écrira nos entretiens avec vous ; nous les ferons ensuite imprimer en guise de pendant avec l'*almanach du pere Gérard*.

LE SOLITAIRE. Nous n'en sommes pas là. Lisez ; *Hubert* écrira , puisque vous le desirez. Pour abrégér , ne lisez que les articles du pere *Gérard* , en faisant attention de rappeler , en les commençant , le sujet en question.

Le même PAYSAN. ( *Il lit.* ) » O la bonne constitution que la constitution

française ! elle assure notre bonheur & celui de nos enfans. »

LE SOLITAIRE. Je n'en ai pas aussi bonne opinion, moi. Je prétends qu'elle causeroit la ruine de la France, si elle subsistoit. Voyons d'abord comment le pere *Gérard* prouve ce qu'il avance.

*Le même* PAYSAN. ( Il continue la lecture ) » Mes amis, *constitution* nous dit & signifie un corps dont toutes les parties, toutes les proportions s'accordent bien entr'elles, où tout est



à sa place & va bien ensemble. »

LE SOLITAIRE. Arrêtez ; cela n'est pas juste. *Constitution* n'est pas un corps, mais c'est l'ordre, la disposition, l'arrangement des parties qui composent ce corps. Et puis, comme toutes les parties, toutes les proportions d'un corps peuvent s'accorder bien ou mal entr'elles, il falloit vous dire que la constitution pouvoit être bonne ou mauvaise, & non pas, qu'elle consiste dans le bon accord des parties, &c. ; on ne dit pas

non plus un *tout* qui va ensemble. Le mot *ensemble* se rapporte nécessairement à plusieurs choses. Dans un *tout*, il n'y a pas plusieurs *touts*. Le pere Gérard a sans doute voulu dire : où *toutes les parties vont ensemble*. Quand on se mêle d'instruire & de faire imprimer ses leçons, il faut se piquer de parler clairement. Continuez.

*Le même paysan continue de lire :*

Voilà Nicolas, par exemple ; il est nerveux, robuste, ni trop grand, ni trop petit

petit ; il a l'appetit toujours bon ; ses bras le servent ; ses jambes le portent ; le corps n'est pas trop lourd ; la tête est saine ; eh bien ! tout l'ensemble de Nicolas fait une bonne constitution ; & si toutes les parties qui composent Nicolas remplissent bien leurs fonctions , il conservera le bon tempérament que la nature lui a donné ; il se maintiendra en santé ; & la constitution française aussi conservera le bon tempérament que l'assemblée nationale lui a donné , elle

aura la santé, tant que les différens pouvoirs marcheront bien ensemble ; car si l'un vouloit aller trop vite ou rester en arrière, alors il y auroit dérangement ou maladie.

LE SOLITAIRE. Tout cela ne vous dit point précisément ce que c'est que la constitution dont il s'agit. Retenez bien ceci : la constitution française est l'ordre bon ou mauvais, la disposition, l'arrangement quelconque des parties qui constituent la forme du gouvernement français ;

c'est l'assemblage de ses loix fondamentales, bonnes ou mauvaises.

*Le même* PAYSAN. J'entends cela , morbleu ; & vous aussi , camarades , n'est-ce pas ?

*Tous répondent* : oui , oui.

( *Il lit la suite des instructions du pere GERARD.* )

» Les *pouvoirs* sont les moyens qui font aller la constitution. Le *POUVOIR LEGISLATIF*, c'est l'*assemblée nationale* ; c'est comme la tête dans le corps humain ; c'est-là qu'est la pensée, le

bon vouloir ( & le mauvais aussi ).

» LE POUVOIR EXÉCUTIF, c'est le roi ; c'est comme les bras qui exécutent ce que la tête a résolu ; & je pourrois dire que le *peuple français*, circulant partout, est comme le sang qui porte dans toutes les veines de l'état, la chaleur qui anime & fait vivre la constitution. »

*Le sol.* ce sont là en effet les deux principaux pouvoirs constitutionnels. Mais l'assemblée dite nationale, n'est pas excusable de n'avoir

pas compris le roi dans le pouvoir législatif. On sent que le premier des citoyens, celui que la nation a reconnu pendant 14 siècles, comme son chef suprême, celui qu'elle n'avoit point chargé ses premiers commissaires d'exclure, même indirectement de la législation, celui auquel la législation importe, pour le moins, autant qu'à tous les autres citoyens, celui qui, naturellement parlant, exécuteroit mal les loix auxquels il n'auroit pas contribué, ne pourroit être



sans injustice , ni sans danger privé d'une prérogative commune à tous les citoyens. *La loi* , est-il dit dans les capitulaires de Charlemagne , *se fait par le consentement du peuple & du roi.*

Le POUVOIR LÉGISLATIF n'est pas comme la tête dans le corps humain. *J. J. Rousseau* par lequel on jure tant aujourd'hui , dit que c'est le cœur de l'état , ( et il a plus de raison que le pere *Gérard* ). Si-tôt que le cœur a cessé ses fonctions , l'animal est mort ;

il en est de même du corps politique sans le *pouvoir législatif*. Cependant cette application ne convient guères à nos deux assemblées dites nationales ; nous aurions pu très-bien nous passer d'elles ; & certainement le corps politique & tous les citoyens ne seroient pas morts ; je dis plus , ils se porteroient infiniment mieux ; le sang n'auroit pas coulé par toute la France , qui ne menaceroit pas ruine prochaine. Le commerce & l'industrie ne seroient pas détruits ;

la misère ne seroit point générale, & vos enfans auroient des mœurs & de la religion qu'ils n'auront plus, grâces à votre merveilleuse constitution.

*Le pouvoir exécutif suprême* réside exclusivement dans la main du roi. La comparaison de ce pouvoir au bras, &c., n'est pas exacte. *J. J. Rousseau* le compare mieux au cerveau; ce pouvoir donne le mouvement à toutes les parties de l'état, comme le cerveau le donne à toutes celles du corps. De même

que le cerveau est situé au lieu le plus élevé du corps, pour la commodité des fonctions animales dont il est le principal organe, de même le roi occupe le premier poste de la nation, au-dessus de laquelle il doit planer pour surveiller & diriger tous les mouvemens des membres fonctionnaires publics qui composent le gouvernement. Mais quel *pouvoir exécutif suprême* que celui qui ne peut rien exécuter de lui-même, qui est toujours asservi aux ordres de ses tyrans, & qui,

de' roi qu'il étoit , n'est plus que le secrétaire de l'assemblée dominatrice , destiné à contresigner ses décrets ! Je proposerois dit plaisamment un homme ingénieux , de l'appeller plutôt *pouvoir exécuté*. Aucune autorité ne réside maintenant dans la main du roi. Par une usurpation dont l'histoire du monde n'offre aucun exemple , la défunte assemblée , dite nationale constituante , s'étoit faite tout ; elle étoit plus despote en France que le grand-sultan en Turquie ; elle s'é-

toit faite Dieu en cumulant sur sa tête orgueilleuse une puissance divine ; elle s'étoit faite concile , en intervertissant & annullant l'ordre surnaturel , les dogmes de la religion , en exerçant le pouvoir de l'église ; elle s'étoit faite plus que la nation ; en donnant des loix à la nation elle-même ; elle avoit usurpé le pouvoir qu'elle avoit daigné accorder au roi ; elle s'étoit emparée de tous les détails du pouvoir militaire ; elle s'étoit emparée du pouvoir judiciaire ; elle donnoit des

lettres-de-cachet ; elle suspendoit à son gré , évoquoit , étouffoit des procédures ; elle usurpoit les *pouvoirs législatif & exécutif* ; elle étoit la tyrannie la plus complete & la plus monstrueuse. Ses infâmes successeurs ne l'imitent que trop dans ses criminelles usurpations. Soyez de bonne foi , mes amis ; convenez que , lorsqu'avant la révolution , les *pouvoirs législatif & exécutif* étoient exercés par le roi , tranquilles dans nos foyers , nous étions bien éloignés de prévoir le



déluge de maux dont nous sommes environnés de toute part.

Ce n'est pas le peuple qui anime & entretient la constitution, comme le dit le pere *Gérard* ; c'est le *pouvoir législatif* & le *pouvoir exécutif*, l'un, en ne faisant aucune nouvelle loi qui ne soit conforme à la constitution, lorsqu'elle est bonne, & l'autre en évitant soigneusement qu'il lui soit porté la moindre atteinte.

*Un second paysan.* Monsieur, trouvez-vous notre nouvelle constitution bonne ?

*Le solitaire.* Si vous m'avez bien compris, mon ami, vous ne devez pas me faire cette question. N'exigez pas trop de moi; craignez que je vous fasse le reproche de me tenter comme le diable tenta *Jésus-Christ*; j'aime ma sûreté....

*Un troisièmepaysan.* Oh! n'ayez peur de rien, mon cher monsieur; il y a longtemps que nous vous reconnaissons pour un brave & digne homme; ventre-saint-gris! nous ne sommes pas des diables, encore moins des parisiens avec leur in-

fernale lanterne ; chez nous on est en sûreté avec de la franchise & de la loyauté ; nous ne trouvons de mal que dans l'intention , & sûrement , vous n'en auriez qu'une bonne , même en nous détournant de ce qui nous flatteroit le plus. Je vous dis cela au nom de tous nos camarades du village , excepté ce pere Gérard.

*Le solitaire.* Je le crois bien ; je vous parlerai donc , mes bons amis , avec toute la candeur que vous me témoignez.

La première chose qu'il importe de considérer dans la constitution, c'est l'article de sa légitimité, car rien de ce que la loi n'autorise pas ne peut être bon. Or, la constitution n'existe pas légitimement. Quel seroit le principe de sa légitimité ? Sans doute, le pouvoir de la faire, dans ceux qui l'ont faite. Eh bien ! ont-ils eu ce pouvoir ? Tout le monde sait que la généralité des cahiers qui leur ont été donnés à chacun par les assemblées primaires, ne les autorisoit qu'à réformer les

les abus de l'ancienne constitution , c'est-à-dire , le mauvais usage de ses meilleures loix , ou même quelques loix vicieuses ; mais réformer quelque chose n'est pas tout détruire.

Que diriez - vous , mes amis , de votre fondé de procuration dans une affaire qui , d'un côté , auroit fait ce que vous ne l'auriez pas chargé de faire , & , de l'autre , auroit fait tout le contraire de votre volonté. C'est pourtant là ce qu'ont fait les premiers députés aux états généraux. D'a-

bord, les députés du tiers-  
état ont séduit, violenté  
même ceux des deux autres  
ordres pour qu'ils se réunis-  
sent à eux pour nous donner  
une assemblée, dite nation-  
nale, au lieu des *états-géné-  
raux* divisés en trois ordres,  
selon l'antique usage de la  
monarchie, pour la forma-  
tion desquels ils avoient  
été envoyés. Leur avoit on  
permis de s'attribuer pour  
honoraires 24 livres par  
jour, ou ensuite 18 livres,  
& de dépenser pour leurs  
sabats manégiens, plus  
de cinquante millions en

moins de deux ans & demi,  
sans parler d'une foule  
d'autres dépenses indues,  
d'horribles prodigalités &  
gaspillages? &c. , les avoit-  
on chargés d'établir la per-  
manence de cette assem-  
blée , dite nationale qui  
nous coûte par jour 13,410  
liv. , & par an , 4,894,650  
livres , sans compter les  
frais de ses séances , de ses  
commis , de ses bureaux ,  
de ses satellites , de ses  
huissiers , de ses espions , &c?  
Les avoit-on chargés de fai-  
re cette déclaration des pré-  
tendus droits de l'homme &

du citoyen , qui , dès le moment de sa publication affectée , a sonné dans toute la France le tocsin de l'anarchie , du carnage & de l'impiété ? les avoit-on chargés de l'établissement de cette loi *martiale* , la plus atroce de toutes celles que les tyrans les plus féroces aient inventé & qui a déjà fait périr tant d'honnêtes citoyens ? Les avoit-on chargés de l'institution des jurés , laquelle , quoique , peut-être passable en elle-même , est devenue par leurs rêveries ,



plus imparfaite que celle d'Angleterre ? Les avoit-on chargés de changer la division du royaume , de réduire les évêchés & de rompre le lien sacré qui unissoit les fideles français à l'église catholique , apostolique & romaine ? Les avoit-on chargés d'attenter à la foi de J. C. par des loix impies , & à la discipline de l'église par des élections populaires & hazardées ? Les avoit-on chargés d'introduire dans la France le schisme avec toutes ses horreurs , & le

cahos formidable de toutes les religions , ou plutôt de toutes les erreurs de l'esprit de parti ? La généralité des cahiers leur commandoit expressément de conserver la forme antique du gouvernement civil , politique & religieux , d'assurer la stabilité des trois ordres , la liberté , la sûreté des individus , la propriété des biens , &c. ; & ils ont fait tout le contraire. L'église gallicane n'a plus de discipline ; & même elle n'est plus ; le monarque ne concourt point à la for-

mation de la loi ; il n'a ni le droit de faire la paix & la guerre, ni celui de commander en personne les armées, quoiqu'il en soit déclaré le chef suprême ; il n'a plus ni le droit de faire grace aux malheureux que l'humanité, jointe à des considérations importantes, prescrit d'arracher à la sévérité de l'aveugle justice, ni celui d'accorder des bienfaits aux infortunés, ni des récompenses au mérite. Quel citoyen peut se flatter de jouir de sa liberté au milieu de la licence gé-

nérale , au milieu d'un peu-  
 ple qu'un *Cartouche* ou un  
*Mandrin* peut égarer &  
 porter à massacrer sur le  
 champ le plus respectable  
 citoyen ; au milieu d'un  
 peuple armé , toujours prêt  
 à abuser de la force militaire  
 pour servir ses passions , au  
 milieu de ces comités des  
 recherches ou d'inquisi-  
 tion , dont le seul nom  
 annonce l'esclavage le plus  
 dur & le plus honteux , au  
 milieu de ces cabales , de  
 ces intrigues de toute es-  
 pèce qui distribuent les  
 places & les emplois au plus

adroit ou au plus factieux.  
Hélas ! elle n'existe nulle  
part cette liberté dont on  
nous berce depuis trois  
ans ; elle n'existe ni dans  
le monarque , ni dans les  
citoyens , ni dans la nation  
elle-même , tyrannisée par  
ses propres commissaires.  
La propriété ! celle des  
provinces n'a-t-elle pas été  
violée impunément par l'a-  
bolition des droits & privi-  
lèges généraux dont elles  
jouissoient en vertu de  
leurs capitulations , ou des  
pactes de leur réunion à  
la France ; cependant elles

avoient recommandé à leurs députés de s'opposer vigou- reusement à tout ce qui porteroit atteinte à ces droits & privilèges. Le clergé ! ah ! mes amis , à quel état de dénuement & d'avilissement n'est-il pas réduit ! quelle calamité pour les pauvres & pour l'état ! La noblesse ! vous savez combien peu j'y tiens , combien j'aime à vivre simplement & sans prétention au milieu de vous , que je regarde comme mes freres & ma plus douce société ! Mais enfin , je ne puis vous

taire que la noblesse étoit une propriété justement acquise , comme toutes les autres des citoyens ; & les députés avoient reçu l'ordre spécial d'appuyer, envers & contre tous , sa conservation. Les magistrats, les officiers subalternes de justice n'ont - ils pas aussi été dépouillés de leurs propriétés ! Est-il une seule classe de citoyens qui n'ait pas à se plaindre de la même injustice ? combien de créances & de pensions modérées & méritées ont été supprimées ! combien de

milliers de familles ruinées !  
La justice ! quel est son  
état ? à quoi ressemblent  
ces tribunaux mesquins ,  
sans dignité , sans considé-  
ration , sans force & com-  
posés d'êtres ignorans , af-  
famés ou perdus de mœurs ?  
cet établissement de juges  
de paix , qui auroit pu être  
si avantageux , dont l'An-  
gleterre se trouve si bien ,  
n'est-il pas dénaturé ? n'est-  
il pas un tribunal comme  
un autre où l'on plaide avec  
autant d'acharnement , avec  
de l'argent & où l'on peut  
être impunément vexé com-



me dans un autre? Tout cela, les cahiers l'avoient-ils prescrit ? l'avoient-ils seulement conseillé ? Elle est donc illégale cette constitution qu'on vous force si injustement d'observer ; elle est donc nulle au moins par le défaut de pouvoir de ceux qui l'ont faite ; ils n'ont pas plus eu le droit de la faire qu'un homme qui ne seroit point juge n'auroit le droit de juger un accusé.

*Un troisieme paysan.*  
Mais, monsieur, le roi l'a acceptée ; la nation l'a bien suffisamment approuvée &

reçue , puisque tout ce qu'elle a fait , tout ce qu'elle fait aujourd'hui en est la confirmation.

*Le solitaire.* Le roi l'a acceptée ; hélas ! l'infortuné , placé entre la crainte de perdre sa couronne , la vie même , de voir périr sous ses yeux la reine son épouse , & le besoin pressant ou l'espoir de voir renaître bientôt la tranquillité dans son royaume , pouvoit-il ne pas l'accepter ? Mais ne savez-vous donc pas qu'en l'acceptant le sage *Louis XVI* s'est bien

gardé de l'approuver ? N'a-t-il pas dit à l'assemblée qu'il ne l'acceptoit que pour satisfaire au vœu qui lui paroissoit général, & pour en faire un essai ? Est-ce là approbation ? La nation l'a approuvée, l'a reçue & la confirme tous les jours en l'observant ; mais elle a été, elle est encore trompée cruellement, cette nation déplorable ; mais elle ne croyoit pas être autant malheureuse qu'elle l'est ; on lui avoit tant promis de bonheur ! mais elle croit encore qu'elle ne tardera

pas à jouir de ce faux bonheur ; mais parmi les citoyens qui la composent, on a vu se former tout-à-coup , comme par un prestige diabolique un parti d'abord soudoyé , ensuite fortifié , augmenté par la crédulité & la passion. Ce parti devenu de plus en plus formidable , a subjugué la sagesse ; il a fallu , sous peine de la vie ou de la perte de ses biens que tout le monde eût l'air de l'imiter ; la terreur a fait taire la raison , le droit & le devoir. Est-ce là une appro-

bation ? Les législateurs démocrates auroient beau me dire que la nation a consenti puisqu'elle n'a pas réclamé. A cela , je leur répondrai : imposteurs , vous ne lui laissez pas la liberté de parler ; vous mendiez les adresses de vos adhérens , tandis que vous étouffez les protestations & punissez les réclamations ; combien ces fourbes n'ont-ils pas envoyé en province d'adresses de leur façon , qui ont été mises à la poste dans certaines villes par leurs affidés , & renvoyées ainsi ,

comme de véritables adresses à l'assemblée du manège ! le peuple croyoit ce qu'il entendoit , ce qu'on publioit , & il ignoroit la cause & la source empoisonnée de tout ce qu'il applaudissoit. Mais en supposant ces prétendus approbations générales , libres , vraies , sinceres , éclairées , pourroient-elles légitimer la constitution ? Non , mes amis ; ce qui n'a rien valu au commencement ne peut rien valoir dans la suite. La nullité radicale qui existe depuis

1789, 1790 & 1791, sera la même en 1792 & dans tous les tems. C'est comme un arbre qui n'a point de racines ; il faut l'arracher, parce qu'il est mort, c'est comme les procédures de justice dans lesquelles les formes de la loi ont été violées : à cet égard , les partisans de la constitution doivent se regarder comme plaidant contre les innombrables familles que la constitution a dépouillées ; celles-ci , leurs parties adverses sont plus que fondées , se pourvoir en cassation.



Si on leur refuse justice ,  
 qui de vous oseroit les blâ-  
 mer d'employer la force ?  
 La guerre est juste , quand  
 elle n'a pour but que de  
 repousser l'injustice & l'op-  
 pression. A ce but neces-  
 saire , ajoutez celui de ré-  
 tablir l'autel brisé du vrai  
 dieu , le trône légitime &  
 la prospérité de la nation.

*Un quatrieme paysan.*  
 Et ce serment que tout le  
 monde a prêté de maintenir  
 la constitution !

*Le solitaire.* Il est nul ,  
 mon cher , absolument nul ;  
 l'homme ne peut faire léga-



lement un serment contraire  
à la religion , à la justice ,  
aux intérêts de sa patrie &c  
aux siens propres ; dieu ne  
peut confirmer un pareil ser-  
ment.

*Le parjure est vertu quand  
le serment fut crime.*

*Le cinquieme paysan.*  
Aussi je n'avois pas trop  
d'ardeur à le prêter ce mau-  
dit serment. Ma foi, je m'ap-  
plaudis d'avoir toujours dé-  
fendu dans notre village ,  
ceux que certains drôles  
vouloient battre pour avoir  
refusé de le prêter. Si c'étoit  
à refaire , je ne le prêteroie  
pas.

*Tous les paysans.* Ni moi , ni moi.

*Le premier paysan.* Puisque la constitution est nulle & si mauvaise , nous avons donc bien tort de tant crier : *vive la nation.*

*Le solitaire.* Il ne faut pas confondre la nation avec la constitution ; la nation est toujours respectable ; rien ne peut nous dispenser de l'aimer ; crions toujours : *vive la nation* , mais en desirant de tout notre cœur qu'elle fasse usage de sa vie pour se convertir à dieu , à son roi & à l'état

dont la constitution est la plus cruelle ennemie.

*Le même paysan.* En voilà plus que le pere Gérard ne nous en a dit dans notre premier entretien ; je me retire plus content de vous , monsieur , que de lui ; & vous , camarades !

*Tous s'écrient :* & nous aussi , & nous aussi.

*Le même paysan.* Voulez-vous bien , monsieur , reprendre les erreurs de nos autres entretiens avec le pere Gérard ?

*Le solitaire.* J'ai com-

mencé avec plaisir ; je continuerai de même. C'est aujourd'hui jeudi ; remettons la partie à dimanche après la messe. J'ai regret au tems que vous venez de perdre dans ce jour de travail.

*Tous s'écrient :* Nous le trouvons bien employé, nous autres ; n'avons-nous pas l'esprit éclairé à présent & le cœur satisfait ? Adieu , monsieur , adieu , notre digne maître. A dimanche , puisque vous le permettez.

---

---

Heme. ENTRETIEN.

---

*De la Nation.*

---

[ Dès le dimanche matin, après la messe, les mêmes paysans étoient chez le solitaire. Après les complimens ordinaires, ils prennent place auprès de lui ; le premier reprend la lecture de l'almanach du père *Gérard*, à l'article *de la nation*. ]

« **L**A nation est la totalité des citoyens ; c'est dans

cette totalité que réside le pouvoir souverain. De ce pouvoir là *s'écoulent* tous les autres , par le moyen des différentes élections , & nul pouvoir ne peut être légitime , s'il n'est pas conféré par la nation. »

*Le Solitaire.* Suivez exactement ce que je vais vous dire. *J.-J. Rousseau* , dit dans un de de ces ouvrages , ( le contrat social ) qu'il n'a pas l'art d'être clair , pour qui ne veut pas être attentif. Je l'ai moins encore que lui.

*Tous les pcysans* disent :  
comptez, anonsieur sur toute  
notre a t tentiou.

*Le Solitaire.* Le mot *nation* vient de naître ; il exprime la totalité ou la collection de tous les natifs d'un pays. Ainsi, à ne considérer que le mot *nation* en lui-même , tout autre qu'un homme né en France, n'est point de la nation française, & soit qu'on fût fixé en France où ailleurs, on seroit de la nation française, dès qu'on seroit natif de France ; en ce sens, nation ne dit pas plus que *territoire*. Mais en considérant la nation comme formant un corps politique , un état , une

grande société d'hommes réunis par les mêmes loix, la nation est la totalité des citoyens ; & vous savez qu'on peut être citoyen français sans être né en France ; il suffit pour cela de certaines conditions.

Maintenant il s'agit de voir comment réside le pouvoir souverain dans la totalité des citoyens. Dire qu'il y réside , c'est dire que la nation seule en est la source & le principe ; mais cela ne signifie pas que quand elle l'a une fois cédé ou délégué à un homme , où à une fa-



mille mâle par hérédité ,  
elle puisse le reprendre  
quand bon lui semble avant  
la mort de cette homme , si  
elle ne l'a cédé qu'à lui seul,  
ou avant l'extinction totale  
de sa famille mâle, si elle le  
lui a cédé par hérédité. On  
dit que la souveraineté qui  
consiste dans la volonté gé-  
nérale ne peut s'aliéner ;  
mais si la volonté ne peut  
être transmise , le pouvoir  
peut l'être. Vous concevez  
que la volonté générale peut  
s'accorder à choisir un  
homme pour le chef de la  
nation, pour son législateur,

même à lui donner une autorité sans bornes , telle que celle dont jouissoient autrefois à Rome les dictateurs. Il ne répugne pas qu'elle lui dise : » je m'en rapporte à votre sagesse , à votre prudence pour gouverner la nation , administrer ses biens & faire tout ce qui sera juste pour assurer son bonheur , la liberté raisonnable , la sûreté & la propriété de ses membres , ( je dis *juste* , parceque tout pouvoir , comme tout droit étant fondé sur la justice , là ou n'est pas

la justice , le pouvoir , ni le droit ne sauroient être ) , tout ce que vous ferez ne sera pas la volonté générale , parceque la volonté actuelle ne peut s'appliquer d'une manière déterminée à des actes qui n'existent pas aujourd'hui ; mais le pouvoir que vous aurez eu de les faire , ayant pour garant la volonté générale qui vous le confère , la justice & l'utilité de ces actes , suffiront pour les légitimer. » Voilà ce que la volonté générale de la nation est censée avoir exprimé en faveur

de nos rois, *de Louis XVI*,  
 & de ses successeurs héréditaires mâles. C'est une convention faite par la nation avec nos premiers rois & acceptée par eux, laquelle se renouvelle tacitement & se confirme par la seule acceptation de leurs successeurs suffisamment exprimée par le premier usage qu'ils ont fait de l'autorité royale. Cette volonté générale peut, dira-t-on, être anéantie par une volonté générale contraire; une nation a le droit de changer ses loix fondamentales; oui; mais

mais leur changement ne doit être ni arbitraire, ni contrarier le pouvoir primordial qu'elle a donné à son chef; mais s'il le contrarie, il ne devient légitime que par le consentement de son chef, mais il faut que ce changement se fasse de concert avec lui & la nation dont il est le premier délibérant & le premier pouvoir actif. Mais il ne doit point porter atteinte aux droits de ceux que l'hérédité convenue appelle à la jouissance de son pouvoir souverain; autrement, on

pourroit donc sans crime violer les conventions sociales , ce qui répugne ; mais il faut, pour faire ce changement, que la nation soit assemblée selon la même division des ordres qui la composoient lorsqu'elle vota l'établissement des loix qu'elle veut détruire ; autrement, ce ne seroit plus la même nation qui défairoit ce qu'elle auroit fait, ce qui répugne également ; mais encore n'est-ce pas après avoir été soumise à telles ou telles loix pendant des siècles, après avoir pros-

péré par ces loix , qu'une nation a raison de les changer. C'est surtout , dit *J.-J. Rousseau*, la grande antiquité des loix qui les rend saintes & vénérables. Il faut des siècles , avant que les décrets deviennent des loix & les usages , des mœurs & des coutumes , en un mot avant qu'il y ait un esprit public , sans lequel les loix ne sont rien. Aussi *Démotène*, quoique , pour le moins , aussi fougueux démagogue, ou démocrate que tous ceux qui troublent la France aujourd'hui , disoit-



il aux volages athéniens :  
« si les loix peuvent être  
abrogées à volonté au gré  
du caprice de chacun, non  
seulement la république est  
menacée d'une prompte dé-  
cadence, mais je ne vois  
même aucune différence  
entre notre vie & celle des  
bêtes féroces. » D'autrefois,  
il leur citoit l'exemple des  
Locriens : » ce sage peuple,  
ô Athéniens, disoit-il, est  
tellement convaincu de la  
nécessité de conserver les  
anciennes loix, de ne pas  
toucher aux institutions de  
ses pères, du danger qui le



menaceroit s'il s'exposoit à consacrer les intérêts ou les ressentiments de quelques citoyens habiles, que tout homme qui vient proposer une nouvelle loi, arrive la corde au col, pour être étranglé sur le champ, si la loi n'est pas adoptée. » Voyez la Chine, cet empire dont la population est de plus de deux cents millions de personnes, c'est-à-dire aussi nombreuse que celle de toute l'Europe; il ne doit sa splendeur & sa prospérité tranquille qu'à l'antiquité immémoriale & à l'invaria-

bilité de son gouvernement ; tous ridicules , injustes mêmes que sont plusieurs de ses loix & usages , le chinois les conserve, les adore, & parce qu'ils sont l'ouvrage de ses peres & parce qu'il redoute les dangers des révolutions & des moindres changemens , en fait de législation. Eh ! qu'attendre des hommes : Rien de parfait , souvent le pire demain de ce qu'ils ont fait hier : *Voltaire* a dit , en parlant des Chinois :

Je vois un peuple antique ,  
industriel , immense ;

Ses rois sur la sagesse ont  
 fondé leur puissance ;  
 De leurs voisins soumis  
 heureux législateurs ,  
 Gouvernant sans conquête  
 & régnant par les mœurs.

Il n'en auroit pas dit au-  
 tant de nous. A force de  
 changer de gouvernement,  
 Rome, cette ancienne maî-  
 tresse de l'univers est tom-  
 bée de chute en chute dans  
 le néant.

Malgré toutes ces vérités  
 d'expériences , il a plu aux  
 commissaires infidèles de la  
 nation française de changer

absolument la forme de son gouvernement. Mais outre les dangers sans nombre, les calamités présentes & futures de ce changement, ils ont violé, malgré la nation, le pacte sacré que la nation avoit fait originairement avec ses rois, ils ont arraché au monarque le pouvoir qui lui avoit été départi, & par droit de sagesse & par droit de naissance; qu'avoit fait *Louis XVI*, pour mériter d'être dépouillé comme il l'a été? Il est, sans contredit, l'un de nos meilleurs rois; son règne

avoit été plus qu'aucun au-  
 tre, marqué par l'amour du  
 bien & des réformes. De  
 grands abus, à la vérité,  
 s'étoient introduits dans le  
 gouvernement; où ne se  
 glissent-ils pas? mais c'é-  
 toit pour les réformer qu'il  
 avoit convoqué les états-  
 généraux, c'étoit pour con-  
 noître tous les maux de la  
 nation, pour y remédier,  
 qu'il avoit cherché à s'en-  
 vironner des lumieres de  
 ceux que la nation avoit  
 choisie dans ses trois ordres  
 pour les plus sages. Peu  
 contens de l'avoir dépouillé

avili, les scélérats ! ils l'ont réduit à l'état d'esclave. Ils lui ont enlevé la liberté, de l'espoir de laquelle ils berçoient la nation ; *il est bien malheureux*, disoit ce bon roi, *que je sois privé de la liberté pour l'avoir voulu rendre à mon peuple* ; il auroit pu ajouter : & *de mon pouvoir royal, pour avoir voulu en faire meilleur usage que mes prédécesseurs.*

Mais, diront-ils, *Louis XVI* a consenti aux changemens qui viennent d'être faits, Il y a consenti ! imposteurs ! osez-vous appel-

ler consentement l'effet de  
 la terreur dont vous avez  
 rempli son ame pacifique ?  
 il a sanctionné, signé, ac-  
 cepté ; oui : sa main trem-  
 blante a tracé ce que la  
 force a voulu. Est-ce là  
 un consentement ? ces chan-  
 gemens se sont faits sans  
 lui & malgré lui. En les  
 faisant, on n'a compté pour  
 rien son pouvoir & ses  
 prérogatives royales, en les  
 faisant, on a privé ses suc-  
 cesseurs héréditaires de leurs  
 droits inviolables, & , pour  
 les faire, on a décomposé la  
 nation. Doit-on reconnoître

le vœu de la nation , lorsqu'il est émis par un organe inusité , tel qu'une assemblée unique & confuse qui n'a jamais eu sa pareille dans les annales de la monarchie ? Quelle plus grande preuve de l'illégalité de ce vœu que l'injustice de tout ce qui vient d'être fait au nom de la nation. La nation ! peut-on raisonnablement croire qu'elle eût voulu changer l'état brillant dans lequel elle se trouvoit , pour celui qui fait aujourd'hui son malheur & sa honte ?



Il est faux que tous les autres pouvoirs s'écoulent de la nation par le moyen des différentes élections. En supposant que le pouvoir souverain résidât dans la nation, ce ne seroit pas à elle à élire les fonctionnaires publics. Leur élection est une fonction du gouvernement; qui n'est pas entre les mains du peuple, & non de la souveraineté; c'est au gouverneur suprême, qui est le roi, à choisir les gouverneurs subalternes. Le sort, ni les suffrages, dit *J. J. Rousseau*;

*seau*, n'ont aucun lieu dans le gouvernement mornachique. Le monarque étant, de droit, seul prince & magistrat unique, le choix de ses lieutenans, depuis le premier jusqu'au dernier, n'appartient qu'à lui. Je n'entreprendrai pas de vous prouver les dangers de la voie des élections populaires pour parvenir aux places. Vous ne les avez peut-être déjà que trop éprouvés; par les intrigues & les cabales auxquelles les élections de votre village ont donné lieu, jugez de

celles qui sont employées,  
à plus forte raison, dans les  
villes. » Comment, dit un  
homme éclairé n'a-t-on ja-  
mais senti que les voies de  
la corruption se multiplient  
en proportion de la diffé-  
rence de fortune, de con-  
noissances, & de passions,  
qui existent dans la masse  
des électeurs qui composent  
les assemblées électo-  
rales », & que c'étoit un  
forfait impolitique, que  
d'introduire une institution  
qui tende évidemment à  
gangrener un peuple ? »

» Chez les Grisons, dans

ces vallées séquestrées du reste du monde, où l'on ne connoît ni l'opulence, ni la misere, tout est électif & tout vénal. Il est de notoriété que toutes les places sont à l'enchere, excepté celle du pasteur qui est au rabais, c'est-à-dire, à celui qui demande le moins de salaire. Que peut-on espérer d'un peuple décrépît dans l'habitude de tous les vices qu'enfante la richesse excessive, à côté de la plus extrême indigence. »

» L'usage de l'élection

avoit été introduit en Tos-  
cane, mais n'a pu y subsister,  
et l'empereur actuel, alors  
grand-duc, fut obligé de  
l'abolir par un édit du 12  
mars 1789, portant que  
cet usage *exposeroit les con-  
currens à mendier les suf-  
frages par toutes sortes de  
moyens, & à avilir leur sa-  
cré caractere, en ayant re-  
cours à toutes sortes d'in-  
trigues & souvent à de cri-  
minelles simonies.* »

Qu'on ne m'oppose pas  
que le monarque peut faire,  
comme le peuple, de mau-  
vais choix, & qu,

obtenir de lui les différentes places, on emploie aussi les funestes ressources de la cabale, de l'intrigue & de l'argent; je le sais; un roi n'est pas un dieu & les hommes qu'il gouverne ne sont pas des anges; mais je dis qu'il peut mieux choisir, soit par lui-même, soit par ses ministres, parceque ses choix sont tranquilles & réfléchis, parceque, gouvernant par les loix, son intérêt exige qu'il ne confie les places qu'à des gens capables de faire aimer son gouvernement & d'entretene-

nir la paix générale , sans laquelle il n'auroit ni gloire , ni profit , ni repos. Parce qu'il est moins rare de trouver la sagesse dans un roi , que dans une assemblée de plusieurs individus dominés par une foule d'avis contraires , parce que les passions d'un seul sont moins dangereuses que celles de plusieurs : mais enfin , je répète que c'est au roi , comme gouverneur suprême , de nommer les fonctionnaires publics , qui sont plus ou moins ses coadjuteurs dans le gouver-

nement & que le peuple  
n'a pas ce droit.

Il suit de là que plusieurs  
pouvoirs seroient légitimes,  
sans avoir été conférés par  
la nation : il suit même que  
plusieurs seroient au con-  
traire illégitimes pour avoir  
été conférés par la nation  
à l'exclusion du roi auquel  
appartient le droit exclusif  
de les conférer ; dans la sup-  
position que nul pouvoir  
ne fut légitime, s'il n'étoit  
conféré par la nation, le  
roi ne pourroit donc accor-  
der une place : mais cela  
est faux puisqu'il en ac-



corde plusieurs , & c'est une contradiction qui existe entre plusieurs articles de la constitution.

*Le même paysan* continue de lire *l'almanach du pere Gérard.* » Le roi , comme pouvoir exécutif à ses agens. Ayant besoin d'agens , il est naturel qu'il les choisisse lui-même , car autrement , si on forçoit le choix du roi & que ses agens se conduisent mal ,

*Le solitaire.* Arrêtez , il faut dire , *se conduisissent mal.*

*Le même paysan conti-*

nue : » Il pourroit dire :  
ce n'est pas ma faute ; de  
quoi vous plaignez vous ?  
ce sont les agens que vous  
m'avez donnés qui ont fait  
telle ou telle sottise. »

*Le Solitaire.* Tous les  
fonctionnaires publics en  
général sont les agens du  
pouvoir exécutif suprême.  
Il est aussi naturel qu'il  
choisisse les uns que les  
autres , il a le même droit  
au choix de tous , il se la-  
vera de même les mains à  
l'égard de la mauvaise con-  
duite des fonctionnaires pu-  
blics qu'il n'aura pas choisi.

*Le même paysan continue de lire :* Les agens du pouvoir exécutif ne peuvent pas faire impunément des sottises , puisqu'ils sont responsables de tout ce qu'ils feroient d'injuste , c'est - à - dire , d'inconstitutionnel.

*Le solitaire.* J'approuve très-fort la responsabilité des ministres & de tous les fonctionnaires publics qui manquent à la loi. Mais comme la constitution est illégale & injuste , je crois qu'au fond, ils ne feroient rien d'injuste , en ne l'observant

ni ne la faisant observer. Cependant, à cause du bon ordre, je crois qu'ils doivent aller le train constitutionnel, sans l'approuver, en attendant la résurrection de la véritable monarchie & le rétablissement des autels du vrai dieu. J'excepte les ministres de la religion. Ceux-là doivent périr plutôt que de se prêter à la nouvelle constitution relative au clergé qui est marquée au coin de l'hérésie & de l'impiété les plus caractérisées.

*Si la loi contre Dieu  
prescrit des attentats*

On présente sa tête &  
l'on n'obéit pas.

Voyons ce qui regarde  
les places conférées par le  
peuple, lisez :

*Le même paysan* lit l'al-  
manach. » La nation nom-  
me par la voix des élec-  
teurs qu'elle a choisis dans  
les assemblées primaires ,  
les députés à l'assemblée  
nationale , les évêques , les  
curés , les administrateurs  
du département , du district  
& les juges. Chaque com-  
mune nomme ses officiers  
municipaux dans une as-  
semblée convoquée à cet

effet. Lorsque ces hommes-là sont mis en place par la nation, on leur doit du respect dans leurs fonctions; car les outrager ou les avilir, cè seroit outrager la nation elle-même qui les a choisi.»

*Le solitaire.* Quant aux députés de l'assemblée nationale, c'est nécessairement au peuple de les nommer, mais il ne doit le faire que dans le cas où la convocation des états généraux est ordonnée par le roi; c'est au chef de la nation à les convoquer, comme au général à rassembler

son armée. Que diriez-vous  
d'une armée qui se rassem-  
bleroit d'elle-même sans  
l'ordre de son général ?  
Quels dangers n'entraîneroit  
pas cette témérité ?

C'est improprement qu'on  
appelle *assemblée nationale*,  
l'assemblée des députés.  
Il n'y a d'*assemblée nationale*  
que celle de la nation elle-même  
suivant la division des villes & autres  
lieux du royaume ; encore  
faudroit-il pour former vé-  
ritablement & dans toute  
la force du terme, une *as-  
semb. nat.*, qu'elles se trou-



vassent réunies en une seule ; car les parties ne peuvent être le tout. Il est aisé de sentir que l'assemblée précédente & celle d'aujourd'hui ne se sont arrogés le titre d'*assemblée nationale* que pour se mettre à la place de la nation qu'ils regardent comme *souveraine* & pour exercer en son nom , les fonctions usurpées de la *souveraineté*. La généralité des cahiers de 1789 n'ayant donné de pouvoirs qu'à des députés aux états - généraux assemblés en 1789, 1790 & 1791 ; l'assemblée



actuelle ne peut être non plus qu'une assemblée continuée d'*états-généraux*. Et pourquoi cette assemblée, nationale, si vous le voulez, subsiste-t-elle encore? La précédente n'a-t-elle pas assez causé de maux dans le royaume? Que fait celle-ci, si ce n'est les renouveler & les multiplier?

Le peuple n'a également le droit de procéder par la voie des électeurs ni à la nomination des évêques, ni à celle des curés.

D'abord son droit de nommer les évêques est,

dit-on , constaté par l'ancienne discipline de l'église, suivant laquelle les élections aux évêchés avoient lieu. Il est vrai que les élections aux évêchés ont eu lieu dès l'origine du christianisme & qu'elles se sont perpétuées pendant fort long-tems; mais le peuple n'y a jamais influé que par ordre des évêques & du clergé.

Leur concours étoit indispensablement nécessaire pour l'élection de leurs confreres ; l'église l'a ainsi jugé , puisqu'elle défend expressément que leurs élections ne se fassent qu'en la

présence & du consentement du clergé ; non seulement il y assistoit & y présidoit, mais c'est toujours à lui qu'il a appartenu d'y décider.

Saint *Cyprien* lui-même nous apprend que les évêques étoient choisis en présence du peuple, & non par le peuple, qui n'y influoit que par le témoignage qu'il rendoit. On attachoit, à la vérité, une importance au suffrage du peuple. Les évêques qui n'avoient d'autre intérêt que celui d'un choix utile, à la gloire de dieu &

au salut des ames , se seroient bien gardés d'élire celui qui n'auroit pas eu l'estime du troupeau qu'il devoit gouverner. Ce n'est évidemment que dans ce sens que saint *Cyprien* attribue au peuple les bons ou mauvais choix des évêques , autrement , il faudroit dire qu'il se seroit contredit lui-même. En abolissant l'influence du peuple dans la nomination des évêques , l'église ne l'a pas privé de l'exercice d'un droit ; elle a au contraire entendu & déclaré que la nomination

nomination des premiers pasteurs appartient exclusivement à l'église & que personne ne peut y avoir de part que celle qu'elle-même lui auroit donnée. Aussil'a-t-on vue déterminer dans tous les tems les qualités que doivent avoir ceux qu'il s'agissoit d'élever à l'épiscopat, & régler par ses loix tout ce qui avoit rapport à leur promotion. Le huitieme concile général déclare positivement que les laïcs n'ont par rapport aux élections des pasteurs aucun pouvoir.

M'objecteriez - vous que  
 ce que le roi faisoit avant  
 la révolution , le peuple  
 peut le faire aujourd'hui ?  
 Je vous répondrois qu'à la  
 vérité le roi nommoit les  
 sujets qu'il avoit en vue  
 pour remplir les évêchés du  
 royaume , mais que c'étoit  
 toujours le pape qui les  
 conféroit , & que cet ordre  
 de choses , l'église l'avoit  
 elle-même autorisé pour évi-  
 ter les abus des élections.  
 Mais aujourd'hui le corps  
 électoral populaire entend  
 nommer aux évêchés sans  
 le consentement & contre

la volonté de l'église. Sur-  
 quoi pourroit-il s'appuyer  
 pour autoriser une préten-  
 tion aussi nouvelle ? Sur les  
 décrets de l'assemblée, dite  
 nationale *constituante* ?  
 Mais la nation elle-même,  
 toute souveraine qu'on la  
 dit, peut-elle conférer à qui  
 que ce soit un droit qui n'ap-  
 partient qu'à la seule puis-  
 sance ecclésiastique, un  
 droit qui fait partie du gou-  
 vernement spirituel de l'é-  
 glise ? Un corps purement  
 civil & politique a-t-il le  
 pouvoir de rendre au peu-  
 ple l'influence que l'église



lui avoit accordée dans les élections & dont elle l'a ensuite privé pour des raisons pleines de sagesse que je vais vous exposer, d'attribuer à ce même peuple des nominations auxquelles il n'a jamais eu d'autre part que celle qu'il tenoit de l'église, de les ôter à celle-ci par qui elles ont toujours été principalement faites? non, non; les décrets de l'assemblée ne pourront jamais transmettre aux électeurs populaires, le droit de nommer les premiers pasteurs, ni donner



à ceux qui seront nommés  
aucun titre qui en légitime  
les fonctions.

Qu'on ne dise pas non  
plus que l'institution cano-  
nique des nouveaux élus,  
telle qu'elle est ordonnée par  
l'assemblée, puisse suppléer  
à tout ce qui leur manquera  
du côté du peuple. L'insti-  
tution n'est vraiment cano-  
nique que quand elle est  
conférée par ceux qui ont  
le droit de la conférer au  
nom de l'église : mais ici tout  
se fait sans l'église ; c'est  
l'assemblée dite nationale  
*constituante* qui prend sur

elle-même d'instituer indépendamment de toute autre puissance.

Mais répondra-t-on, l'assemblée, en chargeant les métropolitains de donner l'institution aux évêques, n'a-t-elle pas déterminé une marche canonique ? non, certes ; il est décrété que quand un évêque aura été élu, il se présentera en personne au métropolitain du département pour requérir de lui l'institution : que si le métropolitain la lui refuse, il s'adressera aux autres évêques du département, en

allant du plus ancien au plus jeune ; & , sur leur refus , à tel autre évêque que le tribunal lui assignera. Mais de qui , le métropolitain , les évêques du département ou l'évêque qu'il plaira au tribunal de celui-ci d'assigner , tiendroient - ils le pouvoir de donner l'institution aux évêques nouvellement élus ? Est-ce de l'église ? Non ; car tout le monde sait que le droit en a été réservé par elle au souverain pontife. C'est donc de cette assemblée , dite nationale *constituante* ? Oui , sans

Honte , & dès-lors , les nouveaux évêques , les nouveaux curés , ne sont plus envoyés par l'église. La succession du ministère apostolique est interrompue , & il n'y a plus de transmission réelle de pouvoirs.

Ecoutez , mes amis , comment Saint *Cyprien* parle des évêques établis par *Novatien* ( philosophe payen , & faux-prêtre du troisieme siècle ) & voyez combien ce qu'il dit s'applique naturellement aux faux pasteurs dont il s'agit.

*Il n'y a qu'une seule église,*

que Jesus-Christ a divisée  
 en plusieurs membres par  
 tout le monde , & un épis-  
 copat , qui s'étend par la  
 multitude des évêques que  
 la concorde réunit ; & No-  
 vatien , après l'institution  
 de dieu , s'efforce de faire  
 une église humaine , & en-  
 voie ses nouveaux apôtres  
 en plusieurs villes , pour  
 mettre de nouveaux fonde-  
 mens ! & , quoiqu'il y ait ,  
 depuis long-temps , en cha-  
 que province , des évêques  
 ordonnés , vénérables par  
 leur âge , par l'intégrité  
 de leur foi & leur constance

*dans la persécution , il ose  
créer encore d'autres faux  
évêques ! ... Quand il au-  
roit été évêque auparavant  
il en perdrait le pouvoir ,  
abandonnant le corps des  
évêques & l'amitié de l'é-  
glise.*

Les pasteurs dépositai-  
res légitimes des pouvoirs  
spirituels , sont ceux qui ,  
par une succession non in-  
terrompue , exercent le mê-  
me ministère que les apôtres  
& en sont les véritables suc-  
cesseurs : c'est en cela que  
consiste l'apostolicité du  
ministère , un des caractè-

res de la véritable église.  
*Il y a dans l'église catholique*, dit *Bossuet*, parlant d'après saint *Cyprien*, *une tige, une racine, une source, une force pour reproduire sans fin de nouveaux pasteurs... & dès-là un enchainement d'unité & de succession d'où l'on ne peut sortir sans se perdre.* Or, cette succession se perpétue par la mission que les pasteurs se communiquent sous les yeux de l'église, de son aveu & conformément à ses loix : c'est là ce qui les établit ses véri-

tables ministres. Mais comme les évêques auxquels les décrets attribuent l'institution des nouveaux pasteurs sont désavoués par elle , ceux-ci ne lui seront jamais que des ministres étrangers. Seroient-ils légitimes ses pasteurs intrus & schismatiques , appelés au gouvernement des diocèses & des paroisses par la puissance séculière seule ; contre le vœu & les loix de l'église ? Ces hommes qui auroient la témérité sacrilège de repousser de leurs places , pour s'y asseoir eux-



mêmes, les pasteurs à qui l'église a confié la conduite de ses enfans, de qui tiendroient-ils leur mission & leurs pouvoirs ? Par où & comment se lieroient-ils à cette chaîne qui remonte jusqu'aux apôtres, & qui forme ce caractère d'apostolicité qui ne convient qu'à l'église catholique ?

Je pourrois, mes amis, vous rapporter sur ce sujet important la doctrine constante des saints-peres de l'église. De toutes ces autorités si nombreuses, si

imposantes , il résulteroit cette conséquence certaine que la succession non interrompue des premiers pasteurs & leur dépendance directe des apôtres est un des caractères de la véritable église de *Jésus-Christ* que tout pasteur qui ne fait point partie de cette filiation précieuse , n'est point dans l'église apostolique , que toute chaire qui n'a point cette véritable origine , n'est point une chaire de vérité , mais une chaire empestée , que tous ceux qui ont osé s'y asseoir sont des schismatiques.

( III )

Je sais bien qu'ils sont évêques & qu'ils ont au fond le pouvoir de faire les fonctions épiscopales. Mais ce pouvoir radical n'est pas la juridiction ; & pour exercer valablement celle-ci, il faut avoir reçu en outre une mission canonique ; & cette mission , ils ne peuvent la tenir des puissances de la terre : il est dit dans les actes des apôtres que c'est l'esprit saint qui a établi les évêques pour gouverner l'église de dieu ; c'est au nom de J. C. , dont ils sont les *am-*

*Bassadeurs*, qu'ils exercent leurs fonctions sacrées, & non pas au nom de la puissance civile; ce n'est pas même du pape qu'ils tiennent leur mission apostolique, mais de *J. C.* lui-même qui leur dit par l'organe de son vicaire sur la terre, chef visible de son église, *comme mon pere m'a envoyé, je vous envoie.* Si un évêque, dit un des canons apostoliques, a recours aux puissances du siècle, & obtient d'elles une église à gouverner, qu'il soit déposé, & qu'on excommu-  
 nie

nie tous ceux qui communiquent avec lui.

Avec quel succès le grand Bossuet ne s'est-il pas servi de cette vérité pour prouver la nullité du ministère évangélique des prétendus réformés, (ou protestans) ! Les paroles qu'il leur adressoit, ont leur application toute naturelle à notre sujet : » Après avoir mis, dit ce prélat immortel, dans la tête d'un peuple qu'il est particulièrement inspiré de dieu, il n'y a, pour l'achever, qu'à lui dire encore qu'il se peut faire à son gré

des conducteurs , déposer ceux qui sont établis , en établir d'autres qui n'agissent que par le pouvoir qu'il leur a donné... L'église catholique parle ainsi à un peuple chrétien : vous êtes un peuple , un état & une société , mais *Jésus-Christ* qui est votre roi , ne tient rien de vous , & son autorité vient de plus haut : vous n'avez non plus de droit à lui donner des ministres , que de l'instituer lui-même votre prince : ainsi des ministres qui sont vos pasteurs viennent de

plus haut , comme lui-même ; & il faut qu'ils viennent par un ordre qu'il ait établi. Le royaume de *J. C.* n'est pas de ce monde , & la comparaison que vous pouvez faire entre ce royaume & ceux de la terre est caduque : en un mot , la nature ne vous donne rien qui ait rapport avec *Jesus-Christ* & son royaume , & vous n'avez aucun droit que celui que vous trouverez dans les loix ou dans les coutumes immémoriales de votre société. Or , ces coutumes immé-

moriales , à commencer par les temps apostoliques , sont que les pasteurs déjà établis établissent les autres... C'est ainsi que les pasteurs s'entre-suivent. Jésus-Christ qui a établi les premiers , a dit qu'il seroit toujours avec ceux à qui ils transmettroient leurs pouvoirs : vous ne pouvez prendre de pasteurs que dans cette succession ».

Tout ceci s'applique également au droit de nommer les curés. Dans aucun tems , dans aucun lieu de l'univers catholique , le peuple n'a nommé aux cures ; c'est



toujours aux évêques de  
 chaque diocèse que le pou-  
 voir en a été réservé. Ce  
 fait est si vrai, si incon-  
 testable, que je défie qu'on  
 me cite aucun exemple con-  
 traire. On n'a si peu con-  
 testé ce droit des évêques  
 que très-peu d'auteurs de  
 l'antiquité ecclésiastique se  
 sont donnés la peine de  
 le prouver. *Que ce soit les*  
*évêques*, est-il dit dans les  
 canons du premier concile  
 de Latran, *qui établissent*  
*les prêtres à la tête des*  
*paroisses.*

Le droit de patronage

qu'exerçoient , par rapport  
aux cures , un grand nom-  
bre de seigneurs de paroiss-  
es & de personnes laïques  
ne préjudicioit en rien à ce-  
lui des évêques & en étoit  
même une confirmation ,  
puisqu'il prend sa source  
dans le consentement qu'ils  
y ont donné. *Qu'aucun laïc*  
*dit un concile tenu en 1022,*  
*ne place de prêtres à la tête*  
*d'une église sans le consen-*  
*tement de l'évêque.* D'autres  
conciles établissent la même  
règle. L'église a toujours  
pensé que la nomination aux  
cures appartient essentiel-  
lement aux évêques , & que

personne ne peut y participer que par la concession libre qu'ils en auroient faite, comme ils l'ont souvent pratiqué à l'égard des fondateurs & bienfaiteurs des paroisses. Mais encore la nomination faite par ces laïcs est-elle insuffisante, si elle n'est confirmée par le *visa* de l'évêque.

Il importe donc au citoyen qui a eu part à l'élection de quelqu'un des nouveaux pasteurs, d'expier ce crime par un repentir sincère devant Dieu. Il lui importe de plus de se désister de la qua

lité d'électeur , car on doit se départir de toute commission dont Dieu défend de s'acquitter. Si son exemple ou ses conseils avoient fait impression sur quelques-uns de ses collègues , il seroit obligé de travailler de tout son pouvoir à les détromper d'une erreur dont il les auroit rendus complices.

Non-seulement le peuple n'a pas le droit d'élire ses pasteurs évêques ou curés , mais encore il seroit dangereux qu'il exerçât un pareil droit.

Dans les premiers siècles

de la foi , la présence du peuple ne troubloit point les élections : il applaudissoit constamment au choix des évêques , ou , s'il arrivoit quelquefois qu'il le prévînt , & qu'il indiquât le sujet qu'il desiroit pour premier pasteur , son vœu avoit pour objet des personnages si recommandables par leurs éminentes qualités que les évêques les nommoient avec joie ; ( pourroit-on en dire autant de nos pasteurs intrus ? ) Mais à cette édifiante harmonie succédèrent dans la suite les contestations & les brigues

les plus scandaleuses. L'église s'éleva souvent contre ces désordres , non-seulement par l'organe des papes & des évêques en particulier , mais encore dans les conciles. Mais réglemens , exhortations , menaces , rien n'arrêtoit ces désordres. Le mauvais parti l'emportoit , dit l'abbé Fleury , dans son Histoire Ecclésiastique , soit par artifice , ou surprise , soit par la violence & l'importunité des grands , soit par la considération de la parenté ; & ces prélats indignes ne faisoient que détruire au lieu

d'édifier. Ainsi font nos pasteurs constitutionnels. Voilà ce qui a enfin déterminé l'église à éloigner le peuple des élections auxquelles elle l'avoit elle-même appelé autrefois. Or, seroit-il prudent de l'y admettre, dans un siècle comme le nôtre ? Si l'expérience a prouvé que sa présence y devenoit funeste, lors même qu'il se faisoit un devoir de dépendre des évêques, que sera-ce aujourd'hui, ou, livré à lui-même, il se croit affranchi du joug de l'obéissance aux règles canoniques ?



Ce que j'ai dit précédemment sur les dangers attachés aux élections populaires doit s'appliquer plus particulièrement à celles qui concernent les pasteurs. Un auteur distingué, quoique fort partial contre le clergé, observe, que, dans les premiers âges de la chrétienté, quand l'élection des ministres du culte, étoit faite par le peuple & le clergé, le premier se laissoit, avec raison, diriger par les prêtres, ses guides naturels en matière religieuse; il ajoute que c'est en général un sys-



tême fort sage que celui qui laisse au souverain (monarque) la nomination des bénéfices importans, & aux évêques ceux de moindre valeur, en favorisant les patronages laïcs. Il remarque que les sectateurs de *Zuingle* & de *Calvin*, ayant rendu au peuple le droit d'élire ses pasteurs, il n'en résulta que désordre & trouble, & que cette forme tend à corrompre à-la-fois & le peuple & le clergé.

S'il est mal vu d'abandonner au peuple l'élection des ministres du culte divin, que penser de ceux qui

l'ont confiée indifféremment aux hommes de tous les cultes , même à ceux qui n'en ont point ? Et n'est-il pas aussi absurde qu'impie , que les Juifs , les Mahométans , les Déistes , les Hérétiques de toute espèce , concourent à donner des pasteurs aux catholiques , & souvent les leur donnent exclusivement , lorsqu'aucun de ces sectaires eux-mêmes , ne voudroit confier le choix des siens aux catholiques !

Cependant cette pernicioeuse innovation a été décrétée comme un bienfait ,

tandis qu'elle n'étoit que le fruit d'une basse adulation pour un peuple qui joint aux vices abjects de la servitude, l'intolérable licence des despotes ; tantôt vil esclave , tyran de ceux qui la craignent , tantôt imbécille tyran , esclave de ceux qui le flattent , & dont il sert l'ambition , en se croyant servi par eux.

Mais *la voix du peuple est la voix de Dieu*. Ah ! je sais , mes amis , que ce misérable adage ( proverb. ) est une des grandes défenses de la nouvelle église. Je sais qu'elle l'invoque sans

cesse , comme une vérité sainte , révélée dans les divines écritures ; mais je sais aussi , que la *voix du peuple* est également la *voix du mensonge* , puisque les livres saints n'en parlent pas.

La voix d'un peuple de saints , dit un sage critique de la constitution prétendue civile du clergé d'aujourd'hui , peut , sans doute , être la voix de Dieu , mais la voix d'un peuple égaré , est celle de l'enchantement & de l'illusion.

La voix d'un peuple bon  
&

& loyal , mais dont on a  
réussi à corrompre la bonté,  
la loyauté, est la voix de la  
corruption. La voix d'un  
peuple rendu féroce , est  
une voix de sang & de car-  
nage ; la voix du peuple ,  
qui demanda un veau d'or ,  
au grand-prêtre *Aaron* , fut  
celle de l'impiété ; la voix  
du peuple qui plaça dans  
le sanctuaire les *Coré* , les  
*Dathan* , les *Abiron* , à la  
place du pontife légitime ,  
fut celle des factions & des  
plus détestables & abomi-  
nables intrigues ; la voix du  
peuple qui ouvrit le chemin

vers le trône à l'ingrat *Ab-salon* fut celle de l'ambition & de la perfidie : la voix du peuple qui demanda la mort de *Jésus-Christ*, fut celle de l'aveuglement & de la cruauté.

*La voix du peuple est la voix de Dieu !* O horreur ! & c'est la voix de ce peuple soulevé , qui a allumé dans toutes nos provinces les torches redoutables de la discorde , de la haine , de la vengeance , de l'anarchie : c'est elle qui a fait aiguïser les poignards , les glaives , qui a soufflé les incendies ,

qui a animé aux brigandages , aux meurtres , qui a fait couler des ruisseaux de sang sur toute la surface de l'empire , jusques sur les marches de l'autel & du trône. Ce peuple , devenu inhumain & barbare , n'a pu rassasier sa férocité qu'en faisant servir les infortunées victimes de sa cruauté à l'ornement de ses triomphes sanguinaires.

Vous oseriez appeller *la voix du peuple , la voix de Dieu* , tandis que tout l'enfer déchaîné n'eût pas ourdi plus de crimes , plus



d'atrocités que le peuple Français n'en a exécuté ! ce seroit donc Dieu , qui , par le moyen du peuple , instrument de ses passions , auroit commis toutes ces atrocités ! Quel blasphême !

Vous me répondrez à tout cela , que , si le peuple faisoit de mauvais choix , l'église en a fait aussi de mauvais dans tous les siècles. Je sais que des scribes & des Pharisiens occupèrent la chaire de *Moyse* : que des impies , des pervers , occupèrent aussi la chaire de *Pierre*. L'église infailible ,



quant aux dogmes de notre sainte religion , ne l'est pas quant au choix de ses ministres. Dieu permet qu'elle se trompe à cet égard , soit pour nous faire sentir davantage l'imperfection de la raison humaine, soit pour nous punir de notre résistance aux saintes inspirations de la grace. Mais cela n'empêche pas qu'elle seule ait le droit de choisir nos pasteurs ; mais cela n'autorise pas le peuple à s'arroger un droit que Dieu a réservé à son église , & dont il n'a jamais entendu qu'il

pût jouir sans le consentement de l'église. Mais les abus & les inconvéniens inévitables d'un droit , n'empêchent pas l'existence de ce droit.

Le peuple , ou plutôt certains critiques , parmi le peuple , ont crié , dans tous les temps , contre les choix de ministres ecclésiastiques, faits par nos rois ou par les seigneurs auxquels l'église avoit accordé le droit de nommer à des bénéfices. Mais que ne pourrions-nous pas dire contre les choix que le peuple vient

de faire ! Les nouveaux pasteurs constitutionnels , si toutefois on peut appeller pasteurs , des intrus , des apostats , sont-ils tous des personnages recommandables par la vertu , même par des talens ordinaires ? La plupart ne sont-ils pas au contraire des membres pourris , réprouvés de l'ancienne église , que l'ambition , la haine , la vengeance & l'audace ont excités à briguer les places de la nouvelle , & que l'embarras du choix , ou la nécessité pressante d'épargner un af-

front aux brigands du manège , a installés sans réflexion. A qui donnerez-vous la palme du mérite , ou à des êtres qui se sont estimés assez peu pour s'enrichir sans scrupule des dépouilles d'autrui , s'investir des dignités , & se mettre en possession des titres dont aucune loi humaine , n'a pu déclarer la vacance , ou à des évêques , à des prêtres , qui , ayant à choisir entre l'opulence & la détresse , ont préféré l'indigence , l'ignominie & la persécution , à la honte du

parjure & de l'apostasie ?  
 De tels ministres avoient-ils  
 donc été si mal choisis ? Et  
 parmi ceux qui osent se dire  
 leurs successeurs , en est-il  
 qui eussent le courage de les  
 imiter en pareil cas ? Non ,  
 une telle grandeur d'ame ne  
 pourroit s'allier avec le ca-  
 ractère mercénaire & avide  
 de l'usurpateur.

Le peuple a-t-il le droit  
 de choisir aussi les adminis-  
 trateurs de départemens ,  
 de districts & les juges ?

Leroi est le chef suprême  
 de l'administration générale  
 du royaume. Telle est son

auguste prérogative que la nouvelle constitution a dû respecter. Le roi choisit ses ministres : c'est encore un article de la constitution. Mais tous les administrateurs de la chose publique ne sont-ils pas aussi ses ministres dans un ordre inférieur ? Qui peut le plus doit pouvoir le moins , surtout en ce cas , autrement à quoi se réduiroit la primatie royale ? N'est-il pas à craindre que des administrateurs , élus par le peuple , sans la participation du roi , ne s'élèvent bientôt

au-dessus du roi lui-même ?  
 Le roi ne sera donc plus  
 alors qu'un roi de nom ?  
 & dès-lors quels abus , quels  
 terribles effets doivent résul-  
 ter de cette lutte de pou-  
 voirs que la moindre pas-  
 sion peut porter à l'indé-  
 pendance , & au mépris du  
 chef suprême de l'adminis-  
 tration !

La justice qui se rend au  
 nom du roi , est une partie  
 essentielle de l'administra-  
 tion ; pourquoi donc les ju-  
 ges qui sont les administra-  
 teurs de la justice , ne sont-  
 ils pas nommés par le roi ,



seul chef suprême de l'administration générale ? Il répugne , & c'est une contradiction manifeste , que des gens exercent au nom du roi , un emploi , que le roi ne leur a pas confié & que , peut-être , il ne les juge pas capables de remplir.

L'élection des juges faite par le peuple & surtout pour un temps limité , & court , est la plus pernicieuse institution dont on ait pu s'aviser , notamment dans un gouvernement populaire ; car plus l'influence du peuple est dominante dans le gou-



vernement , moins elle doit se faire sentir dans les tribunaux , sans quoi il n'y a plus de justice & les passions populaires doivent dicter toute les décisions. Ou l'a déjà vu ; Le généreux *marquis de Favras* vivroit encore , si un peuple égaré , féroce , n'eût pas violenté le lâche tribunal du châtelet de Paris , qui quoiqu'institué par nos rois , étoit devenu soumis au peuple.

Plus un gouvernement a de tendance à la démocratie , plus on doit investir les tribunaux de majesté &

de puissance, comme le seul frein salutaire qu'on puisse opposer aux tourmentes populaires.

C'est donc absolument manquer son but que de confier au peuple , & à quel peuple ! , l'élection de ses juges. Je ne parle pas de la corruption presque infailible de toute assemblée d'individus chez un peuple corrompu où il se trouve une grande disproportion de lumières & de fortunes ; inconvénient qui seul devoit faire rejeter ce système.

Le peuple aura moins de vénération pour des magistrats élus par lui, & qui seront son ouvrage. Il se plaira à prouver sa suprématie ou souveraineté, en désobéissant. Le juge sera moins indépendant, que s'il étoit élu par le roi, inamovible, & que toute autre ambition que celle de l'estime de ses concitoyens lui fût interdite dans sa carrière.

Un célèbre Jurisconsulte Anglais ( *Blakstone* ) appelle le roi, *le réservoir de toute justice* ; il va même

jusqu'à affirmer que *la Cons-*  
*titution* seroit en danger ,  
 si au pouvoir de ses repré-  
 sentans , le peuple joignoit  
 celui de ses officiers de jus-  
 tice. D'ailleurs , dit-il , la  
 justice s'applique à tous ,  
 au nom de tous ; les juges  
 appartiennent à la société  
 entière ; ils ne doivent donc  
 être élus par aucune section  
 du peuple , mais par le roi  
 qui est son représentant , &  
 qui doit concentrer en lui  
 la souveraineté publique.  
 Ajoutez à cette considéra-  
 tion , que le peuple en gé-  
 néral hait la justice ; on ne  
 la

la lui fait respecter que par la crainte. Que deviendrait-elle donc s'il en nommoit les administrateurs. C'est pourtant ce que nous avons fait , & quoiqu'on rende la justice au nom du roi , je n'y vois qu'une inconséquence de plus , puisque les juges ne sont pas ses officiers.

Je serois trop long , si j'entreprenois de vous parler de l'organisation des nouveaux tribunaux, de ses vices & des monstrueux inconvéniens qu'elle entraîne.

Cependant , malgré l'il-

légitimité de l'élection des juges faite par le peuple , malgré les ridicules , les inconvéniens & les dangers des nouveaux tribunaux , tels qu'ils sont , je n'ai garde de vous dire qu'ils ne méritent pas votre respect & votre soumission. Le bon ordre qu'il ne faut jamais troubler , exige ce respect extérieur. Il est une foule de choses en politique , & dans l'ordre social , que le cœur & l'esprit réprouvent , mais auxquelles la tranquillité publique oblige le bon citoyen de se prêter , sans

se priver de la liberté de s'élever contre dans l'occasion favorable.

*Le même paysan continue de lire :* « Honnête homme , citoyen actif , payant la somme d'imposition requise par la loi ; vous êtes éligible à toutes les places ».

*Le solitaire.* C'est une injure faite au pauvre. L'argent ne fait pas le mérite. Voyez , mes amis , combien cela est peu d'accord avec l'article constitutionnel qui porte que tous les hommes sont égaux en droits.



Je trouve fort singulier que la même somme d'impositions ne soit pas nécessaire pour être député. C'est une autre inconséquence.

*Le même paysan.* » On n'a pas cru que le mérite d'un député dût se mesurer à la somme d'impositions qu'il paie. »

*Le solitaire.* Le mérite de personne ne doit être mesuré ainsi, pas même celui d'électeur.

*Le même paysan.* » On a pensé que celui qui a des biens à lui, ou qui en tenoit à ferme, devoit ins.



pirer plus de confiance ,  
 & qu'étant personnellement  
 plus intéressé à bien choisir  
 les députés qui doivent  
 nous conserver les bienfaits  
 de la constitution , il choisiroit  
 mieux qu'un autre. »

*Le solitaire.* Ceci est une  
 outrage atroce fait aux français.  
 Quoi ! l'honneur du  
 pauvre n'inspireroit pas autant  
 de confiance que la  
 richesse ! l'industrie active  
 du pauvre seroit moins considérée  
 que l'oisiveté du riche ! On  
 supposeroit le français capable  
 de faire , par un vil intérêt , ce  
 qu'il

ne feroit pas par le seul honneur ! Si , comme l'a très-bien observé l'un de vos camarades au pere *Gérard*, il ne faut que du bon sens & de la probité pour bien choisir , ces deux avantages se trouvent dans le pauvre peut-être plus ordinairement que dans le riche.

*Le même paysan.* » Oui, mais les électeurs sont tenus à faire des dépenses , &c.

*Lc solitaire.* On feroit mieux de révoquer les uns & les autres , trop heureux si on leur faisoit grace de la punition qu'ils ont mé-

ritée pour avoir tous abusé de la confiance publique. Le pere Gérard n'est pas fort sur l'article qui exige une certaine somme d'imposition dans les électeurs ; aussi semble-t-il vous dire que cela n'est pas trop bien fait.

Ne nous étendons pas sur l'article des nègres, il est inutile que vous le lisiez ; ils sont nos frères, ils sont français ; mais ils n'ont ni l'éducation, ni les habitudes, ni les mœurs des français blancs. Leur liberté seroit pour les blancs un fléau, & pour

eux-mêmes un malheur. Il y a, dit *J. J. Rousseau*, telle position où l'on ne peut conserver sa liberté qu'aux dépens de celle d'autrui. Cette position est celle des Colons blancs par rapport aux nègres. Je conviens que les nègres ont droit à la liberté comme les blancs; mais il ne convient de la leur donner, qu'après les avoir rendus capables d'en faire un bon usage. Terminons là cet entretien. C'est dimanche le saint jour de Noël; si vous le voulez, nous continuerons de causer

( 153 )

ensemble dans l'après dîner  
de ce jour-là , après l'office  
divin; lundi & mardi, nous  
ferons de même le matin &  
le soir.

*Les cinq paysans.* Sûre-  
ment , monsieur , il vau-  
dra mieux pour nous passer  
ainsi ces fêtes que perdre  
notre temps , notre argent  
& notre santé au cabaret.

---

### IIIe. ENTRETEN.

*De la Loi.*

*Le paysan Hubert.* Mon-  
sieur , nous vous apportons

déjà nos deux premiers entretiens imprimés. Tenez , en voilà l'épreuve , daignez la corriger.

*Le solitaire.* Oh ! oh ! c'est mal fait , mon ami , de ne m'avoir pas consulté auparavant. Autre chose est d'écrire pour le public , autre chose de converser familièrement avec ses amis. Si j'avois su décidément votre dessein , j'aurois soigné davantage tout ce que je vous ai dit.

*Hubert.* Pardonnez-nous cette faute , monsieur ; nous brûlons de voir notre almanach imprimé pour le pre-

mier jour de l'an. Ca sera de bonnes étrennes à donner au pere *Gérard*.

*Lc solitaire.* Vous êtes malins , mes camarades ; il falloit donc me dire cela ; je ne me serois pas tant étendu sur les deux premiers entretiens. Je ne pourrai maintenant vous dire à la hâte que le gros des choses principales. Pour abréger davantage , ne me lisez pas l'almanach du pere *Gérard*. Je l'ai parcouru tout entier. Je ne vais m'arrêter qu'à ses plus grossieres erreurs. Vous ne m'interrom-



prenez que quand vous aurez quelques objections à me faire, ou quand vous ne m'entendrez pas bien.

*Un paysan.* Eh bien, oui, ce sera le plus court.

*Le solitaire.* Le pere Gérard vous dit que les Français sont égaux en droits devant la loi: il a raison, en ce que tous ont les mêmes droits civils, c'est-à-dire, qu'ils ont les mêmes loix qui les gouvernent & les protègent tous également dans les rapports qu'ils ont entr'eux. Chaque citoyen, dit le *baron de Bielfed*, a



droit de prétendre à une égalité de justice , mais non pas à une égalité de considération dans la société. L'égalité des droits politiques est de toute impossibilité.

*Un autre paysan.* Qu'entendez-vous , monsieur , par les droits politiques ?

*Le solitaire.* J'entends le droit de participer au gouvernement , à ses places à ses distinctions. C'est le talent & la vertu seuls qui donnent ces droits. Il est évident que tous les citoyens n'ont ni les talens , ni les

vertus propres aux places  
 & aux distinctions du gou-  
 vernement. Écoutez l'ecclé-  
 siaste , chap. 38 , depuis le  
 verset 24 jusqu'au 34. » Le  
 docteur de la loi deviendra  
 sage au tems de son repos  
 & celui qui s'agite peu ac-  
 querra la sagesse. - Com-  
 ment pourroit se remplir  
 de sagesse un homme qui  
 mene une charrue , qui  
 prend plaisir à tenir à la  
 main l'éguillon dont il pi-  
 que les bœufs, qui les fait  
 travailler sans cesse, & qui  
 ne s'entretient que de jeu-  
 nes bœufs & de taureaux?

- Ainsi le charpentier & l'architecte passent à leur travail les jours & les nuits. Ils n'entreront pas dans les assemblées. Ils ne seront pas assis sur les sièges des juges, ils n'auront point l'intelligence des loix sur lesquelles se font les jugemens ; on ne les trouvera point occupés à proposer ou expliquer des paraboles , &c. Par le mot sagesse l'écrivain sacré entend particulièrement *les talens*.

Toutes les carrieres doivent être ouvertes à tous

les hommes, mais non pas indifféremment. La route qui conduit d'une condition obscure aux dignités & au pouvoir ne doit pas être rendue trop aisée. Si un rare mérite est la plus rare de toutes les choses rares, il devroit être mis à quelque épreuve. Le temple de l'honneur, dit un homme très-éclairé, ne pouvoit être mieux placé que sur une élévation; s'il est ouvert à la vertu, souvenez-vous aussi que la vertu n'est connue que par la difficulté

té des épreuves & par la constance de ses efforts. Voilà pourquoi rien de plus mauvais que l'usage des élections par suffrages , par scrutin , ou par le sort , dans lesquelles la vertu ne peut être soumise à ces épreuves nécessaires.

Quant à la loi que le pere *Gérard* dit être l'expression de la volonté générale , il a encore raison à quelques égards ; mais nous n'avions pas besoin d'une assemblée telle que la précédente & celle d'aujourd'hui , pour former cette

expression de la volonté générale. Le roi l'exprimoit encore mieux qu'elles, puisque, depuis 14 siècles, la nation s'étoit accordée à le reconnoître pour son législateur. Les députés n'avoient pas le droit de lui enlever cette prérogative. Ainsi, leind'avoir concouru à faire la loi qui s'est faite sans le roi, il n'est aucun bon Français qui ne soit censé n'avoir pas voulu y concourir, puisqu'au contraire la volonté générale de la nation assemblée par bailliages avoit imposé aux

députés le devoir de ne faire  
la loi qu'avec le roi.

Ni les députés précédens,  
ni ceux d'aujourd'hui ne  
doivent être appelés vos  
*représentans* ; ils ne sont  
que vos commis, vos délè-  
gués, & ne peuvent, par  
cette raison, agir au-delà  
de votre volonté, ou con-  
tre elle.

Le pere *Gérard* assure  
que ses commettans l'a-  
voient chargé de faire sup-  
primer les corvées, la féo-  
dalité, les fours & mou-  
lins bannaux, la dixme,  
les entrées, la gabelle &



d'obtenir pour chacun le droit de chasser sur son terrain. Mais les quatre premiers objets étant le prix ou des concessions faites originairement aux cultivateurs, ou des dépenses faites & à faire par les seigneurs, pour la jouissance de ceux-ci, ne pouvoient justement être supprimés sans indemnité; la dixme; elle étoit destinée au paiement du culte, du service des ministres de la religion & aux entretiens & réparations des églises pour la partie du chœur. Toutes les



terres sur lesquelles elles se percevoient n'avoient été acquises , ou louées qu'à la charge de les payer ; il n'y avoit donc rien de si injuste que de les supprimer purement & simplement.

L'assemblée , en les supprimant , a annoncé qu'elle n'avoit d'autre but que de soulager les cultivateurs par la décharge de ce droit ; & elle a , depuis , autorisé les propriétaires des terres à augmenter les fermages de leurs baux , en proportion des dixmes supprimées ; la

décharge des dixmes n'a donc point soulagé les cultivateurs , puisqu'elle n'a profité qu'aux propriétaires , &c. Les entrées ; mais les objets qui étoient grévés de cet impôt sont augmentés de prix , bien au-delà du taux des entrées. La gabelle ; mais elle est remplacée par de plus forts impôts ; la chasse est libre à chacun sur son terrain ; mais vous verrez les maux qui résulteront de cette liberté.

Le pere *Gérard* convient qu'il y a des loix que vous n'avez pas demandées ; mais

il tâche de justifier leur existence, en disant qu'il n'y en a aucune qui n'ait été ordonnée au nom du bien public. Il ne suffit pas qu'une loi soit bonne pour être loi; il faut avant tout que ceux qui l'ont faite aient été chargés de la faire. Voyez ce qui a été dit plus haut page 32. Je serois votre intendant : en cette qualité, je donnerois tous les jours aux pauvres une somme quelconque en votre nom. L'action seroit bonne en elle même sans doute ; mais elle seroit nulle, parce qu'elle

ne seroit pas l'effet de ma volonté. Vous auriez le droit de me faire restituer les sommes données sans mon aveu. Il en est de même des meilleures loix faites sans le mandat ou consentement de la nation.

Il prétend que les meilleures loix sont les plus conformes à la déclaration des droits de l'homme ; mais je vous ai dit , page 36 que cette déclaration mal exposée , mal entendue & faussée à beaucoup d'égards , avoit causé presque tous les maux de la révolution. Les misé-

rables députés ont bien compris le danger de l'usage de ces prétendus droits, puisque la plupart des articles décrétés de la sublime constitution les contredisent formellement; ils n'ont pas pensé d'abord que les prétendus droits naturels de l'homme ne sont que les facultés du plus fort, & que le citoyen, dans l'état social, n'a d'autres droits que ceux qui lui sont assurés par les loix de la société.

Je croirois, comme le pere *Gérard*, que la volonté générale peut faire de

meilleures loix ou plutôt d'aussi bonnes que ne feroit un seul homme, mais il faudroit que, dans une grande monarchie, on vût connoître la volonté générale, & qu'elle pût agir & exister. Et le moyen de réunir en une seule & même volonté, celles de 25 millions d'hommes, à passions diverses, ou même celle de la majorité ! Pour détruire l'assertion du père *Gérard* qu'un seul homme qui fait des loix les fait toujours plus ou moins dures, car, dit-il, l'intérêt d'un seul est

toujours de dominer les autres : rappelez-vous ce que j'ai dit pages 81 , 82 & 83 , au sujet de la sagesse des choix d'un roi & de son administration. Le père *Gérard* ajoute qu'un roi ne fait reconnoître ses loix que par la force. Ce n'est pas ordinairement. Si les rois ont agi quelquefois ainsi , la force les avoit eux-mêmes obligés de recourir à la force pour dompter les rebelles. Au reste , qui plus que l'assemblée dite nation. constituante , a employé la force pour faire reconnoître ses



loix tyranniques ? Il sied bien au père *Gérard* d'établir comparaison entre la plus détestable tyrannie de cette assemblée , & le gouvernement de nos rois les plus despotes ; quoique les loix fussent autrefois faites par le roi , le Français qui obéissait n'étoit pas esclave. Est-il donc plus libre aujourd'hui ? Le peuple peut-il se flatter d'avoir fait les nouvelles loix ? Une poignée de factieux forment-ils le peuple ? Le forment-ils surtout lorsqu'ils agissent contre les mandats que le peu-



ple leur a donnés ? Si la nation est le souverain , le pere Gérard se trompe en disant que l'assemblée nationale représente la nation. Le souverain, dit *J. J. Rousseau* , qui n'est qu'un être collectif ne peut être représenté que par lui-même.

Il avoue que l'assemblée nationale a fait beaucoup d'autres choses , outre les loix ; & c'est , sans doute , l'un des crimes qui prouvent sa tyrannie ambitieuse.

Il n'ose s'expliquer sur la législature actuelle : mais on peut affirmer qu'elle

tous les vices de sa mère, elle en réunit d'autres qui font présager sa honte & sa défaite prochaine. On y voit, on y entend des impies, des incendiaires, des brigands qui ne respirent que ruines & carnage.

Il est incontestable que la nation, si elle avoit le bonheur de s'accorder avec le roi, ne devroit pas attendre la cinquième législature pour changer l'indigne constitution qui vient de lui être fabriquée. Il est également certain, que, si elle ne

demande pas ce changement , on sçaura l'y forcer bientôt par la nécessité impérieuse de son bonheur.

Les députés ne sont pas responsables des mauvaises loix , ils se sont déclarés inviolables , relativement à leurs opinions , & c'est la certitude de l'impunité qui leur a fait commettre autant de crimes , débiter & décréter tant d'impiétés. Il est honteux pour la nation d'approuver tous ces crimes par son silence , & plus encore par une obéissance servile. Mais rarement la providence

( 176 )

laisse-t-elle échapper le coupable au supplice qu'il a mérité. Tôt ou tard la justice étend sur lui son bras vengeur.

---

#### IVe. ENTRETIEN.

*Du Roi.*

*Le solitaire.* Il faut être bien possédé de la fureur des innovations pour changer jusqu'au titre du roi. *Si roi de France ou roi des Français* signifient la même chose, pourquoi s'être si ridiculement

diculement singularisé parmi toutes les nations chez lesquelles les titres d'empereur ou de roi tombent, précisément sur le pays ? Ils ont donné pour raison, nos novateurs, que le titre de *roi de France* sembloit dire que la France étoit la propriété du roi. Mais le titre de *roi des Français* ne semble-t-il pas dire aussi que tous les français sont la propriété du roi ; l'un n'est ni plus vrai, ni moins équivoque que l'autre.

Ce n'est pas sans raison que *Louis XVI* est appelé,

*restaurateur de la liberté.* Il

est certain que c'est pour dégager & étendre la liberté dont nous jouissions auparavant que ce bon roi avoit formé le projet de convoquer les états généraux & de réformer, de concert avec eux, les abus qui avoient fait dégénérer le gouvernement ; mais c'est en sanctionnant les décrets injustes, tels que la spoliation du clergé, la subversion de la foi catholique, & de la discipline ecclésiastique, la suppression de la noblesse, le nouvel ordre ou plutôt

( 179 )

le pire de tous les désordres introduit dans nos finances , par nos prétendus législateurs , & l'augmentation prodigieuse des nouveaux impôts , c'est en acceptant cette horrible constitution que le roi , s'il eût sanctionné & accepté librement & de bonne foi , auroit absolument détruit la liberté française , en nous rendant esclaves des loix de l'impiété , du brigandage & de la tyrannie la plus odieuse & la plus étendue qui fut jamais.

J'omets de relever les

M 2



sottises débitées par le pere Gérard sur les sobriquets ou surnoms donnés à la plupart de nos rois. Vous le ferez tout aussi bien que moi.

Il vante ensuite l'établissement de la liste civile ou des honoraires accordés au roi & fixés pendant son règne à 25 millions. C'est avoir porté au plus haut degré l'outrage fait à la majesté royale que de l'avoir consacré par une loi. C'est faire supposer que le roi pourroit être mauvais administrateur ou dissipateur des deniers publics qui lui seroient confiés ; c'est annoncer que le



roi n'a pas la confiance de la nation ; hé ! quel respect veut-on que le français ait pour un roi dont la loi se défie ? Il est certain que le trône a besoin d'un grand éclat ; il est certain que le grand éclat dont il est revêtu rejaillit sur la nation ; il est certain que cet éclat devant varier suivant les circonstances & les événemens, le fixer , c'est exposer la majesté royale à ne briller que d'un foible éclat dans les grandes circonstances , où il importe qu'elle se déploie de la manière la

plus éclatante ; il est encore certain que cette somme de 25 millions est insuffisante pour la maison du roi ; réduite au petit pied d'aujourd'hui , sa dépense va au-delà de cent mille par jour ; c'est déjà plus de 36 millions par an. Le roi n'a donc plus de générosité à faire. N'est-ce pas avilir un roi que de le priver d'un avantage essentiel à la majesté royale ? Mais il est prouvé que les propriétés de la maison de Bourbon régnante s'étendroient au-delà de 36 à 40 millions de revenu. Au moins con-

viendrait - il que le roi jouît de ses vastes domaines de familles , comme particulier , & que , comme roi , il eût ses honoraires. Le pere Gérard ajoute que le roine jouissoit pas *légitimement* des revenus excédens que sa majesté dépensoit. C'est une effronterie qui ne se trouve que dans l'ignorance. Vous concevez parfaitement, mes amis , qu'une jouissance confirmée à tous nos rois par un usage de 14 siècles , est assez légitime.

Il est fort juste que la

responsabilité, quant à l'administration suprême des finances & de toutes les parties du gouvernement, n'affecte que les ministres seuls ; mais il faut être bien circonspect dans les dénonciations & les accusations des ministres, autrement le ministère seroit un fardeau insupportable dont la défiance & la persécution qui l'environneroient sans cesse, ne feroient qu'aggraver & rendre l'exercice plus dégoûtant & moins utile à la nation. Quant aux rigueurs exercées sur les princes de la famille royale, elles sont

d'une souveraine injustice ;  
jen'entreprendrai pas de vous  
le prouver ; il me suffit de  
vous rappeler que les cahiers  
donnés aux députés ne por-  
toient point la commission  
d'exercer ces rigueurs : d'où  
il suit que tout ce qui a  
été décrété contr'eux est  
absolument nul. Qu'ils ne  
puissent remplir aucunes  
fonctions déléguées par le  
peuple , en supposant que  
le peuple ait le droit d'en  
déléguer , c'est une contra-  
diction manifeste avec les  
principes si vantés de la dé-  
claration des droits de

l'homme & du citoyen ;  
c'est une défiance qui en  
deshonorant le peuple fran-  
çais , ne peut servir qu'à  
lui mériter la haine des  
princes de la famille royale.  
Que les plus proches pa-  
rens du roi ne puissent  
sortir du royaume , que le  
roi lui-même ne puisse s'é-  
loigner de l'assemblée na-  
tionale permanente au-delà  
de la distance prescrite , de  
vingt lieues : c'est une ty-  
rannie également contra-  
dictoire avec tous les prin-  
cipes de liberté établis par  
nos soi-disant législateurs ,

& avec la raison. En faut-il davantage pour prouver que le roi n'est pas libre, lorsqu'il exerce les fonctions royales.

Vous vous rappelez ce que je vous ai dit plus haut, que le roi devoit absolument concourir avec le peuple à la formation de la loi. Pour nous faire illusion à cet égard, nos législateurs baroques ont daigné accorder au roi le *veto* suspensif, c'est-à-dire, le droit de suspendre, pendant deux législatures, la loi qui ne lui paroîtroit pas bonne. Mais



vous voyez que c'est un leurre. Car, au bout des deux législatures, la loi peut être admise malgré le roi. Il n'y auroit donc pas plus concouru qu'aux autres prétendues loix pour lesquelles, on a cru pouvoir décréter que la sanction du roi seroit inutile.

*Les paysans* déclarent que tout cela leur paroît clair.

*Un autre paysan.* Vous pouvez bien, monsieur, parler tout seul; je ne vois rien à vous objecter & je crois que mes camarades



pensent là-dessus tout comme moi.

Tous répondent : oui, oui.

*Un autre paysan.* Ainsi, ce que nous appelons instructions, ne devient plus, à proprement parler, qu'un discours que monsieur peut bien nous adresser sur plusieurs objets. Lui faire des questions, ce seroit retarder la fin de notre almanach.

---

## Veme. ENTRETIEN.

### *De la propriété.*

*Le solitaire.* Vous aviez laissé hier sur ma cheminée,

l'almanach du pere *Gérard*.  
J'ai lu le cinquieme entre-  
tien sur la *propriété*. Je  
souhaiterois pour lui que  
tout son almanach ne con-  
tint que de pareilles véri-  
tés. Nous pouvons nous  
dispenser de revoir ensem-  
ble cet article.

Une seule chose m'affli-  
ge, c'est que la conduite  
des premiers manégiens &  
la tant sublime constitu-  
tion de leur fabrique con-  
sacrent les plus monstrueux  
attentats aux propriétés les  
plus sacrées. Demandez au  
clergé, à la noblesse, à la  
magistrature, aux officiers

de justice & à tant d'autres citoyens ; demandez aux pauvres , aux hospices , aux hôpitaux dont les propriétés étoient confondues , &c. , &c. &c. Hélas ! ils gémissent tous de devoir la perte de leurs propriétés les plus sacrées au brigandage de ces misérables que l'égarement d'un peuple corrompu a qualifié *législateurs*.

*Voltaire* qui employa toutes les ruses de la mauvaise foi & de son génie mal faisant pour porter le feu roi de Prusse , le grand

Frédéric , à l'impiété & au pillage , osa lui dire dans une de ses lettres :  
 » Plût à dieu que le pape eût quelque domaine dans votre voisinage & que vous ne fussiez pas si loin de *Notre Dame de Lorette* ! »

*Lorrette* est une petite ville dans la Marche d'Ancone , située sur une montagne , à trois lieues du golfe de Venise : c'est elle qui a donné son nom à une chapelle , dédiée à la sainte vierge , qu'elle renferme au milieu de son enceinte , laquelle chapelle est peut-être

être la plus riche du monde par son trésor.

Le roi indigné de la proposition de l'infâme *Voltaire*, lui répondit : » *Lorette* seroit à côté de ma vigne, que certainement je n'y toucherois pas ; ses trésors pourroient séduire des *Mandrin*, des *Conflans*, des *Turpin*, des *Richelieu*. Il ne faut pas donner de scandale.

Plût à dieu que les prétendus philosophes de nos jours pensassent de même !

A cette liste de brigands, dit un excellent critique

de nos soi-disant sénateurs,  
que le roi jugeoit capables  
d'être dirigés par les prin-  
cipes de la philosophie mo-  
derne, que de nous il eût  
ajouté, si l'assemblée, dite  
nationale de France, eût  
existé de son temps !

Tout ce que le pere Gé-  
rard dit en faveur du respect  
indispensable dû à la pro-  
priété, est l'une des plus  
violentes diatribes contre  
les opérations de l'infâme  
assemblée prétendue natio-  
nale constituante.

Terminons-là cet entre-  
tien. A demain, mes

( 195 )

amis , après la messe , jusqu'à dîner ; je vous promets une autre conférence dans toute la soirée.

---

## VIeme. ENTRETIEN.

---

### *De la Religion.*

---

*Le solitaire.* Ce chapitre , mes amis , est le plus faux & le plus dangereux de tous les articles traités par le pere *Gérard*. Il ne respire que le *Déisme*.

N 2



*Un paysan.* Monsieur ,  
que veut dire ce mot  
*Déisme ?*

*Le solitaire.* Il signifie  
simple *croissance en Dieu* ,  
sans aucun culte. Le déiste  
est l'homme qui n'a point  
de religion particulière ,  
mais qui reconnoit seule-  
ment l'existence de Dieu ,  
sans lui rendre aucun culte  
extérieur. Il suffit d'avoir  
de la raison pour être con-  
vaincu qu'il faut rendre un  
culte extérieur à l'être su-  
prême ; & ce culte est ce-  
lui que *J. C.* & après lui  
son église , ont déterminé.

Point de salut hors de l'église. Voilà une de ces vérités qu'il n'est point permis d'ignorer. Le pere Gérard a donc fait preuve de la plus grande impiété par ces mots : « *Qui dit religion dit croyance en Dieu.* » Si Dieu peut être aujourd'hui adoré publiquement en France de toutes les manières, c'est contre les loix fondamentales de la monarchie française, c'est contre l'antique convention nationale , c'est contre l'intérêt général des fidèles que le mauvais exemple des pratiques impies & hérétiques

ques de toute espece qu'ils auront sous les yeux, que les discours sacrilèges & blasphématoires qu'ils entendront débiter publiquement dans les temples profanes des ennemis de notre sainte religion, pourront aisément corrompre & détourner de la voïe du salut.

L'impie *Gérard* convient que, semblable à une femme consolante & fidèle qui nous a soulagé long-temps au milieu de nos maux & des amertumes de la vie, notre religion ne doit pas être répudiée. Mais ce n'est pas

assez dire : il devoit ajouter  
 que la répudier seroit renon-  
 cer à son salut. Il qualifie  
 quelques lignes plus haut ,  
*hommes de bien* , ceux qui  
 pensent devoir mourir dans  
 la religion où ils sont nés.  
 Celui-là n'est pas homme  
 de bien , qui ne fait pas tous  
 ses efforts pour se convertir  
 à *Jesus-Christ* , qui est la  
*voie , la vérité & la vie* ;  
 si quelque chose pouvoit  
 l'excuser , ce seroit l'igno-  
 rance ; mais tout nous porte  
 à croire que la grace ne la  
 rend pas invincible & qu'au  
 moins l'homme de bien n'est

séellement tel que par le vœu sincère & ardent de connoître & de professer la vraie religion.

Pour être *tous de la même religion*, il ne suffit pas de nous *accorder tous à rendre hommage à l'auteur éternel de toutes choses*, il faut l'adorer de la manière déterminée par Jesus-Christ & son église. Encore une fois, la religion ne consiste pas dans la simple croyance.

Il est faux absolument que *ceux qui aiment leur prochain, qui remplissent les devoirs de la charité,*

*de l'humanité, soient tous des chrétiens.* Si le père Gérard n'est pas un méchant, un impie décidé, il est du moins bien ignorant. Vous n'avez pas vu dans le catéchisme que cela seul fit le chrétien; qui dit *Chrétien*, dit disciple du *Christ*, ou de *J.-C.*, qui est baptisé & qui suit la doctrine de l'église. Voyez donc comme Dieu a gagné à la révolution, par le système de nos législateurs déistes, si toutefois on peut dire sans impiété, que Dieu, étant souverainement parfait & indépen-

dant , puisse *gagner* ou *perdre*.

Dire que le serment exigé des prêtres ne les empêche pas plus d'être *bons prêtres*, que votre serment civique ne vous empêche d'être un bon laboureur , un bon vigneron, un bon artisan, c'est encore une nouvelle impiété ou ignorance de la part du père *Gérard*.

Jurer de maintenir la constitution décrétée, &c. c'est dire :

1<sup>o</sup>. Quoique tout homme & toute assemblée d'hommes auxquels nulle espèce



d'infailibilité n'a été promise , puisse se tromper , & décréter des choses contraires au bien du peuple , aux loix de la justice & à la sainteté de la religion , je jure de maintenir , bon ou mauvais , juste ou injuste , utile & désastreux , tout ce qui a été décrété par l'assemblée.

Ce serment est absurde , s'il est dicté par un acte de foi sur l'infailibilité de l'assemblée ; il est impie , s'il suppose une vraie résolution de maintenir l'injuste comme le juste , par la seule

raison qu'une assemblée d'hommes l'a décrété.

2°. Celui qui a prêté le serment est encore supposé avoir dit : quoiqu'il soit de foi que toute autorité dans les pasteurs de *Jesus-Christ*, vient de J. C., par son église seulement, quoique tous les décrets de la puissance civile sur la juridiction du sacerdoce ne puissent jamais conférer, ni donner, ni resserrer une autorité spirituelle, malgré l'évangile, malgré les conciles, je jure de maintenir tous les décrets d'une constitution purement ci-

vile, qui détruit 53 évêchés,  
 & proscrit jusqu'au mot  
 d'archevêque ; une constitu-  
 tion civile qui crée six nou-  
 veaux évêchés & un nou-  
 veau métropolitain, qui dé-  
 truit ou bouleverse toutes  
 les juridictions des évê-  
 ques, qui les envoie ab-  
 soudre, ordonner, prêcher,  
 confirmer, où ils n'ont de  
 l'église aucun pouvoir d'ab-  
 soudre, de prêcher, d'or-  
 donner, de confirmer ; qui  
 leur défend de le faire, où ils  
 pouvoient & devoient le  
 faire par autorité de l'église ;  
 qui exerce le même empire

sur les pasteurs du second ordre , en statuant sur les curés & vicaires.

3°. Quoi qu'il soit de foi que l'absolution de tout prêtre est nulle , comme toute sa mission , s'il n'est envoyé par l'église , je jure de maintenir de toutes mes forces , ces curés , ces vicaires , ces évêques qui iront absoudre , c'est-à-dire , donner des absolutions sacrilèges & nulles , profaner tous les autres sacremens par-tout où ils ne seront établis qu'en vertu des décrets de l'assemblée , dite nationale.

4°. Quoi qu'il soit de foi que l'église seule a reçu de J. C. le pouvoir nécessaire pour régler sa discipline, je jure de maintenir une discipline opposée aux décrets de l'église, établie sur les décrets seuls de la puissance civile.

5°. Quoi qu'il soit de foi que le pape, successeur de Saint-Pierre, a reçu une véritable autorité & juridiction sur chaque évêque, chaque prêtre, chaque diocèse, & chaque fidèle; quoi qu'il ait reçu les clefs du ciel, & le pouvoir de lier, de

délier sur toute la terre ;  
 quoi qu'il soit de foi qu'à  
 lui appartient le droit de paî-  
 tre les brebis & les agneaux  
 de tout le troupeau de *J. C.*  
 & que chaque fidele lui doit  
 soumission & obéissance  
 dans l'église , je jure d'em-  
 pêcher de toutes mes forces  
 que le pape use jamais de  
 cette autorité dans un empire  
 très-chrétien ; qu'il confirme  
 les évêques , qu'il prononce  
 sur les causes majeures ,  
 qu'il y ait un recours à lui  
 pour la confirmation des  
 évêques ou les dispenses des  
 fidèles , je jure de réduire  
 toute

toute son autorité à une simple lettre de communion, qui n'est qu'une hérésie palliée, un refus de reconnoître dans le vicaire de *J. C.* toute l'autorité qu'il a reçue de *J. C.* sur les divers membres de son église.

6°. Quoi qu'il soit de foi que l'évêque est supérieur au prêtre, je jure de maintenir une constitution qui met l'évêque sous la dépendance des simples prêtres - qui lui défend de rien ordonner dans son diocèse sans le consentement d'un conseil de simples prêtres, qui le



forcee à maintenir son propre vicaire , si les prêtres de son conseil , à la pluralité des voix , ne consentent à la déposition de son vicaire.

7<sup>e</sup>. Quoi qu'il soit inouï que , du jugement d'un évêque on appelle au jugement du presbytère , quoi qu'il soit inouï que les simples prêtres d'un diocèse aient aucune autorité ni sur leur évêque , ni à plus forte raison sur l'évêque d'un autre diocèse , je jure de maintenir la violation de la hiérarchie , au point qu'il y ait

appel d'un jugement d'un évêque au presbytere d'un évêque.

8°. Quoi qu'il soit de foi que la profession religieuse est une profession de sainteté, de perfection évangélique, je maintiendrai de toutes mes forces une constitution qui proscriit la profession religieuse comme nuisible à la chose publique, &c.

9°. Quoi qu'il soit certain que l'église peut posséder & acquérir très-légitimement, je jure d'empêcher que les biens possédés

en France par l'église pendant tant de siècles , soient jamais remis à sa disposition ; je jure de faire tout mon possible pour que ces biens soient vendus malgré l'anathème du Concile de Trente , malgré la justice & la raison ; je jure de les voir mille fois plutôt volés , pillés , dilapidés , que de souffrir qu'il en soit fait restitution à l'église.

Voilà ce qu'a juré le citoyen laïque qui a prêté le serment civique ; voilà ce qu'il n'a pu ni dû faire sans manquer à la loi divine & à la

justice même des hommes ;  
à plus forte raison , le prêtre  
ne doit-il pas prêter ce ser-  
ment.

Il vous est aisé , d'après  
ce que je viens de dire , de  
distinguer le spirituel du  
temporel , & de voir que le  
premier ne consiste pas dans  
ce que le pere *Gérard* vous  
a très-malignement exposé.

Les mauvais prêtres peu-  
vent être distingués par  
quelques uns des vices que  
cet homme - là leur repro-  
che ; mais , à coup sûr , j'af-  
firme que les bons se font  
reconnoître par les vertus

contraires ; à la vérité , ils détestent les gens qu'on appelle *patriotes* dans le sens de la révolution , parce que ces *patriotes*-là n'ont ni mœurs , ni religion , ni pudeur , parce qu'ils sont les bourreaux de la patrie & du premier citoyen qui leur déplaît. *Ils voudroient brûler au feu d'enfer la constitution*, parce qu'elle est véritablement une œuvre infernale ; à cet égard , dieu n'accordera *ses bontés et ses félicités promises* qu'aux *ames pures* qui auront profité de leurs sages

leçons. Les bons prêtres ne sont rebelles aux autorités légitimes sur la terre que dans les choses illégitimes et irréligieuses que commandent ces autorités, et ils sont bien éloignés de *troubler l'ordre public*; ils se contentent de gémir sur les troubles & de conjurer le dieu de paix d'y mettre fin.

J'applaudis aux bons sentimens que le père *Gérard*, a voulu vous inspirer en faveur des protestans; ils sont nos frères en *Adam & Eve*; mais il me manque la satis-

faction, de les embrasser  
 comme mes frères en *J.-Ch.*  
 Il ne faut pas se battre pour  
 la façon d'un simple *oremus*;  
 mais il faut mourir plutôt  
 que de trahir la foi de *J.-C.*  
 Le ministre protestant qui  
 cause avec le père *Gérard*,  
 dit : *Dieu & la conscience*,  
 & voilà tout. Le bon chrétien  
 catholique, apostolique &  
 romain, ajoute aux com-  
 mandemens de sa bonne  
 conscience, ceux de *J.-C.*  
 & de son église. Que le mi-  
 nistre protestant se flatte  
 d'être heureux avec sa femme  
 & ses enfans, le ministre



catholique, le véritable ministre de la religion de J.-C. ne reconnoît de femme légitime, que la paroisse qui lui est confiée, d'autres enfans que les fidèles de cette paroisse. L'église légalement assemblée en comité, lui a défendu d'avoir femme & enfans selon la chair; & il se fait un devoir de n'en avoir que selon l'esprit de l'église. En écoutant l'église, il écoute J.-C., en la méprisant, il mépriseroit J.-C.

VIIeme. ENTRETEN.

---

*Des contributions publi-  
ques.*

---

LE SOLITAIRE. *Contri-  
bution & impôt* signifient la  
même chose. La loi contraint  
à l'acquittement de l'une ou  
de l'autre. L'impôt décrété  
par le roi , reconnu depuis  
plus de 14 siècles pour le su-  
prême administrateur de la

monarchie étoit légitime ; la contribution décrétée par six ou sept cent usurpateurs de l'autorité royale , contre la teneur des mandats qui leur avoient été donnés par leurs commettans , ne l'est en aucune manière. Le père *Gérard* vous a dit qu'autrefois , les contributions portoient sur ce qu'on n'avoit pas ; que veut-il dire par là ? Le citoyen quelconque avoit des biens ou mobiliers , ou immobiliers , ou de l'industrie ; s'il n'avoit rien de tout cela ; il ne payoit rien. Aujourd'hui , quoiqu'il n'eut

ni biens, ni industrie, n'occu-  
peroit-il que le local pro-  
pre à placer un lit ; il faut  
qu'il paye. Je suppose qu'au-  
trefois les différentes sortes  
d'impôts fussent plus mul-  
tipliées, mais aujourd'hui le  
taux de chacun de ceux qui  
sont établis est plus consi-  
dérable. Autrefois la quan-  
tité l'emportoit ; aujourd'hui  
c'est la quotité. Il me semble  
que notre condition actuelle  
est pire. Contribution fon-  
cière, contribution mobi-  
liaire, patentes, droits de  
timbre & d'enregistrement,  
tout cela est exorbitant ; &

ces quatre ou cinq objets ,  
 forment seuls presque le tri-  
 ple de ce que chaque citoyen  
 payoit autrefois , sans comp-  
 ter les frais de garde natio-  
 nale , &c. Les entrées sont  
 supprimées; mais les denrées  
 & autres marchandises sont  
 augmentées ; mais le com-  
 merce & les arts sont pres-  
 qu'anéantis ; mais l'argent  
 a disparu & nous n'avons  
 plus qu'un misérable papier  
 qui perd de 40 à 50 pour cent  
 en France & dont l'étranger  
 ne veut point; mais le *deficit*  
 des finances publiques s'est  
 accru prodigieusement; mais

il s'accroît tous les jours , &  
l'avenir ne nous offre , après  
le profit consommé de la  
vente des biens volés au  
clergé & aux hopitaux , &c.  
qu'un surcroît de charges  
dans le salaire des troupes ,  
des milliers d'officiers tem-  
porels & des ministres du  
culte &c. Quel est le citoyen  
qui ne convienne mainte-  
nant que nous avons perdu  
infiniment au change du gou-  
vernement , par rapport aux  
impositions ? &c.

---

VIII<sup>eme</sup> ENTRETEN.

---

*Des Tribunaux.*

---

*Le Solitaire.* Je vous ai déjà dit quelques mots des tribunaux de paix. Voyez page 44 , le père *Gérard* , ne vous en parle que d'une manière vague , je n'ai pas le tems de vous en faire connoître les abus & inconvéniens. Mais je vous répète en gé-



néral qu'ils ne devroient pas être forcés , c'est-à-dire , que leur juridiction devroit être libre & volontaire.

Il est faux qu'ils puissent terminer toutes disputes , comme le dit l'un des interlocuteurs de l'almanach du père *Gérard* , puisque leur compétence ne peut s'étendre au-delà de certaines affaires & de certaines sommes.

L'établissement des jurés pourroit être utile ; mais on sent que , choisis indifféremment parmi les citoyens , ces jurés n'auront ni tous , ni toujours l'instruction & les

les connoissances nécessaires pour bien juger. D'ailleurs , connus trop longtemps avant le jugement des causes, les parties auront trop de moyens de les circonvenir & corrompre. Le principal avantage qu'offrent les jurés d'Angleterre et que les nôtres ne nous donneront pas , c'est de n'être choisis qu'au moment du jugement. Auroste , toutes les réformes & améliorations désirées pouvoient être faites sans le renversement total de l'ordre judiciaire ; depuis longtems le roi se pro-

P.

posoit à cet égard, les changements les plus utiles. Si nous consultons plutôt l'expérience journalière, que le père *Gérard*, nous voyons que les affaires traînent presque aussi long-temps qu'autrefois, qu'elles sont plus mal jugées, & que ni les accusés, ni les condamnés ne sont traités, ni dans les prisons, ni par leurs juges, d'une manière plus douce & plus consolante.

» Il y a, continue le père *Gérard*, un jour dans l'année, où tous les différens, tous les ressentimens doi-

vent être offerts en sacrifice à la patrie... c'est le 14 juillet. Il faut vider tous greffes. ce jour-là , si on veut avoir le cœur net en célébrant la fédération ». fi donc, fi ! Quelle infamie , mes amis , de regarder ce honteux 14 juillet comme un jour de fête !

Quelle analogie entre les horreurs commises ce jour-là & le sacrifice méritoire proposé pour honorer son anniversaire ! Disons plutôt que ce sacrifice devrait être fait en expiation des crimes du 14 juillet, non

pas devant le *bonnet de la*  
*prétendue liberté* , mais de-  
 vant l'autel du vrai dieu ou-  
 tragé , devant le trône du  
 monarque dont l'autorité  
 & la voix paternelle furent,  
 dans ce jour de brigandage  
 & de sang , si indignement  
 méprisées.

En voilà assez pour ce  
 matin : vous reviendrez cet  
 après dîner ; je vous attends  
 à trois heures.

---

# IXeme. ENTRETIEN.

*De la force armée.*

*Le solitaire. Salut , mes-*

sieurs , en quel honneur  
l'habit de garde national ,  
cet après dîner ?

*Un paysan.* Monsieur ,  
c'est en l'honneur de la for-  
ce armée dont vous allez  
parler.

*Le solitaire.* Rien de plus  
dangereux , à mon avis ,  
que l'existence de plusieurs  
millions d'hommes armés  
sous prétexte de protéger  
les loix qu'ils commandent  
& auxquelles ils désobéis-  
sent souvent après les avoir  
fait faire ; c'est un état vio-  
lent qui ne peut subsister  
sans engendrer les plus

grandes calamités ; il est destructif de toute autorité légitime ; car comment pourroit-il exister une force publique , là où tout le monde est fort. Les sermens , les fédérations par lesquels on a cru les lier , étoient des cérémonies puériles , peut-être même plus funestes encore pour l'avenir qu'elles ne l'ont été jusqu'à présent. De là vient l'anéantissement du pouvoir exécutif ; de là cet abus horrible par lequel chacun veut se mêler d'exécuter & de protéger la loi , au lieu d'être



protégé par elle ; il y a de  
quoi frémir en voyant des  
forces considérables qui peu-  
vent sans ordre & sans em-  
pêchement se rassembler &  
se transporter où bon leur  
semble , se fédérer , con-  
sulter , délibérer & rivaliser  
avec les autorités légitimes,  
avec elles-mêmes ensuite  
& répandre indistinctement  
à la moindre querelle de  
canton , de district ou de  
département, leur sang avec  
celui des autres citoyens  
paisibles. Nous n'avons déjà  
que trop éprouvé ce mal-  
heur ; combien de bras dé-

tournés de l'agriculture, & de talens en pure perte pour les arts!

Paye plus forte, avancement sûr & facile pour les soldats; c'est à merveille; mais qu'ont produit jusqu'à présent ces biens tant vantés? le désordre & l'insubordination. C'est dans la marine, sur tout, que la licence & cette suffisance orgueilleuse suite infailible des nouveaux réglemens, doivent produire les plus terribles effets.

On se plaint de la désertion d'un très grand

nombre d'officiers maisquel-  
 le en est en partie la cause?  
 n'est-ce pas l'insubordina-  
 tion & la révolte des soldats?  
 Le père *Gerard* les loue  
 d'avoir résisté à ce qu'il  
 appelle *séductions, invita-  
 tions de trahir la patrie  
 qui leur ont été faites plus  
 d'une fois par leurs chefs,*  
 Patience, mes amis, & vous  
 verrez comme ces soldats  
 revenus de leurs égaremens  
 aimeront à se rappeler le  
 serment qu'ils prononcèrent  
 autre fois d'être fidèles à  
 leur roi ! avec quelle ardeur  
 ils combattront pour défendre

sa cause & le venger des opprobres dont il est couvert depuis près de trois ans. Patience , & vous verrez le caquet de ces milliers de fanfarons bien rabattu ! oui , *princes , ducs comtes , marquis , gentilhommes* & serviteurs fidèles du roi , de toutes les classes & de toutes les conditions garnissent les bords d'outre-Rhin & toutes nos frontières se disposent à tout entreprendre moins pour rentrer dans leurs droits particuliers que pour relever les autels du vrai Dieu , rétablir le trône du monar-

que légitime & remettre les augustes princes du sang royal en possession de leurs antiques & justes prérogatives; le nombre de leurs partisans est plus considérable qu'on ne le croit dans l'intérieur de nos villes & de nos campagnes. Ceux-ci n'attendent que le moment favorable de se montrer. Une foule innombrable de démocrates déguisés déposeront ce patriotisme insensé, que la crainte les avoit forcés d'afficher jusqu'à ce jour; alors vous les verrez suivre avec allegresse le parnache glorieux des illus-

tres rejettons du grand  
*Henry* , combattre & se  
 faire jour à travers leurs en-  
 nemis confondus ; alors  
 vous verrez se dissiper com-  
 me une vapeur légère les  
 nuages épais de ces cohorte  
 disciplinables & indis-  
 ciplinées de superbes fre-  
 luquets, histrions militaires.  
 alors....je laisse au tems  
 à vous s'apprendre le reste; ce  
 tems n'est pas éloigné. Il  
 faut aux lâches & aveugles  
 pères de famille une forte  
 expérience pour les punir  
 du mauvais exemple qu'ils  
 ont donné à leurs enfans ;

il faut qu'elle fasse enfin entrer dans leur ame l'heureux repentir d'avoir souffert jusqu'à présent ces enfans, perdre le tems précieux de leur éducation à brandir l'arme odieuse du carnage. Cette expérience n'est pas loin d'eux. Puissent elle ne pas leur coûter aussi cher qu'il y a tout lieu de le craindre !

---

Xeme. ENTRETIEN.

*Des droits de chaque citoyen & de ses devoirs.*

*Le solitaire. Vous avez*



reconnu , mes bons amis , dans tous les entretiens du père *Gérard* que le titre de citoyens français assure les droits de la liberté, d'égalité, de surêté, de *propriété*, puis qu'ils ne sont assurés dans aucun autre pays. Mais, malheureusement tous ces beaux avantages ne sont que dans les entretiens du père *gérard*. Départemens, municipalités, districts, commissaires, sbirres nationaux, clubs, c'est à qui attentera le plus à la liberté individuelle. Chaque jour, le citoyen est arêté, foullé,

vexé dans sa personne ,  
 dans les coins & recoins  
 de sa maison, emprisonné  
 sans charges, sans formes  
 légales &c. l'égalité ! la  
 trouvez-vous dans les dé-  
 crets qui n'admettent au  
 nombre des citoyens ac-  
 tifs & des électeurs que  
 ceux qui payent une somme  
 d'imposition ? &c. &c. la  
 surêté ! la violation conti-  
 nuelle de la liberté n'em-  
 porte-t-elle pas celle de  
 la surêté ? la propriété !  
 consultez la dessus encore  
 une fois le clergé, la no-  
 blesse, la magistrature &c.

Le citoyen , dît le père *Gerard*, ne dépend que de la loi; mais comptez-vous pour rien la dépendance de l'arbitraire, des passions & de l'ignorance des districts, des municipalités, des départemens, de la tyrannie de l'assemblée manégienne, de son infame comité des recherches, des clubs, & des souverains brigands de tous les coins du royaume ?

Combien de choses qui ne sont point défendues par la loi, ne plait-il pas souvent à ces millions de puissances

puissances de nous interdire !

Tous les citoyens , ajoute ce pauvre père *Gerard* sont également admissibles aux charges & aux dignités , mais en payant ; mais s'ils ne peuvent payer les impositions déterminées , mais s'ils n'ont payé leur contribution patriotique volontaire dans le principe , & maintenant forcée , rien ; mais s'ils ne peuvent payer annuellement le droit de patentes , veut-on seulement les admettre à la profession d'avoués qui revient

Q

à celle d'avocat, autre fois  
si libre & si noble?

Aucun homme en place  
n'a d'autorité sur les ci-  
toyens que par la loi. Il est  
responsable, s'il en a abusé  
c'est à merveille, mais est-  
ce par la loi que la liberté, la  
surêté &c. sont violées tous  
les jours? mais quel exemple  
de responsabilité exigée, ac-  
quittée me citerez-vous par-  
mi ces millions de puissances  
de toute espèce qui nous  
vexent sans cesse?

L'asyle d'un citoyen est  
inviolable, & on le voit  
violer jour & nuit à Paris,

en province, en campagne,  
par comme sans l'ordre d'un  
département, d'un maire,  
d'un simple commissaire,  
d'un garde nationale, des  
premiers venus de la po-  
pulace qui se vantent d'être  
membres du souverain.

Le père *Gerard* regarde  
comme des préjugés les  
marques de respect que  
l'on témoignoit autre fois  
aux grands, aux personnes  
en place. On ne peut être  
plus ignorant, ou plus  
immoral; où a-t-il vu,  
cet impudent! que ce res-  
pect ne fut pas l'un des

principaux liens qui unissent l'inférieur au supérieur & qu'il ne fut pas nécessaire pour entretenir parmi les hommes trop souvent indociles & portés à l'indépendance, la subordination à l'autorité légitime & l'émulation de la vertu & du talent ?

A l'égard de cette intolérance prétendue qu'il reproche aux mœurs de l'ancien régime , envers celui qui, sur des matières religieuses, avoit une opinion différente de la nôtre, intolérance qu'il impute en-



core aux préjugés , sans doute , de la religion , je ne crains pas de vous dire , en la distinguant néanmoins de la persécution , qu'elle étoit nécessaire. La religion, les mœurs, l'ordre public & particulier se trouvent-ils bien aujourd'hui de la tolérance que nos soi-disant philosophes législateurs ont érigée en vertu, en loi? l'expérience des faits est plus forte que tous leurs sophismes.

Il déclame contre l'usage où étoient les nobles de ne se marier qu'à des fil-

les nobles ; aucune loi ne pouvoit , ni ne pourra jamais leur interdire est usage ; que seroit devenue la noblesse sans cet usage raisonnable ? les mésalliances n'auroient pas tardé à la détruire. Pourquoi les citoyens se seroient-ils donnés tant de peines pour acquérir la noblesse , s'ils ne se fussent pas souciés de la conserver pure & sans mélange ?

Quant aux abus affreux de la bâtardise , je les condamne , sans doute ; mais je ne puis m'empêcher

de reconnoître l'utilité de la loi qui l'avoit établie. Plus le libertinage a de freins, plus ces freins sont resserrés, plus il est réprimé; je sais que l'enfant, fruit malheureux du libertinage, est innocent; mais je sais aussi qu'il importe souvent, en législation surtout de sacrifier l'intérêt particulier à l'intérêt général.

Le père *Gerard* condamne encore l'infamie dont on avoit coutume de couvrir la famille entière d'un supplicié; je suis bien de

son avis à cet égard. Les fautes ne sont que personnelles ; mais cette infamie avoit été plutôt établie par l'intégrité des mœurs de nos pères que par nos loix. On aura beau faire, & beau dire, elle subsistera, tant qu'il restera des mœurs, & l'éducation n'en sera que plus pure & plus circonspecte.

---

# XIeme. ENTRETEN.

## *De la prospérité publique.*

LE SOLITAIRE Le père  
Gerard dit de fort belles

choses sur la prospérité publique, mais la constitution, l'amour de la constitution sur lesquels il la fonde sont de bien mauvaises bases. Je vous ai prouvé l'impiété, & les maux sans nombre attachés à la constitution. Le moyen de l'aimer ! le moyen d'espérer par elle la prospérité publique & particulière !

Fonderoit-on cette prospérité sur l'argent ? hé ! l'argent fait-il le bonheur des hommes ? nous voyons les nations qui ont le plus

aimé l'argent , anéanties  
& avilies. C'est principale-  
ment la cupidité des juifs  
qui les rend odieux par-  
tout. L'amour de l'argent,  
& l'abondance de l'argent  
sont le principe & la source  
de tous les viccs, de tous les  
désordres, & d'ailleurs nous  
n'avons plus d'argent.

Les assignats ou les écus  
sont la même chose ,  
dit le père *Gerard*. Pour-  
quoi donc les étrangers les  
refusent-ils ? pourquoi donc  
ont-ils fait augmenter toutes  
nos denrées ? il est faux , ab-  
solument faux que nos ma-

nufactures soient plus occupées que jamais depuis la circulation des assignats ; il est faux qu'ils soient plus commodes que le numéraire. Laissez ce benêt bavarder tout ce qu'il voudra en faveur des assignats. L'expérience détruit malheureusement assez tout ce qu'il débite à ce sujet ; vous verrez bien autre chose , si la guerre a lieu. Vous en verrez bien davantage , si les princes émigrés ont quelques avantages. Vous en verrez bien d'autres, lorsque tous ces biens volés au



clergé, aux hôpitaux & hospices &c, seront rendus, & qu'il faudra payer de nos propres deniers les salaires du clergé. Il faudra anéantir les assignats; & c'est alors que le trésor public épuisé ne pourra payer les milliards de faux assignats qui se trouveront en circulation, & c'est alors qu'une foule prodigieuse de familles se trouveront ruinées. Rien ne paroît donc moins assuré que la prospérité publique de la France avec sa nouvelle constitution. Et le père Gérard ne

fait qu'ajouter à mes frayeurs  
avec tous ses *si*, tous ses  
mais, tous ses *lorsque*,  
en un mot, avec toutes ses  
suppositions: car vous savez  
qu'on ne prouve rien avec  
des suppositions.

---

## XII<sup>eme</sup>. ENTRETEN.

### *Du bonheur domestique.*

*Le solitaire.* J'aime à  
beaucoup d'égards le lan-  
gage du pere *Gérard* sur le  
bonheur domestique. Mais  
je suis affligé pour lui &

pour ceux qui feroient la sottise, de le croire de ne l'entendre fonder ce bonheur ni sur la religion catholique, apostolique & romaine, ni même sur la pratique d'aucune religion; il vante les mœurs; mais sans la religion, il ne peut y en avoir. Qu'il y ait des mœurs, ou qu'il n'y en ait pas, jamais la constitution qu'il se plaît tant à célébrer ne pourra subsister. Les bonnes mœurs inséparables de la religion, & du sentiment de la justice la détruiront; l'absence ou le défaut

de mœurs la détruiront également , en augmentant , en fortifiant l'anarchie , en multipliant les désordres.

*Le bonheur domestique!*

Hé! peut-il exister dans une seule famille , lorsque le trésor public est sans argent , le roi sans puissance , l'armée sans discipline , le royaume sans crédit , sans considération , sans moyens de subsistance assurée ; lorsque la religion est sans autels le peuple sans frein ; lorsque la misère générale & l'impunité multiplient partout les crimes ?

*Le bonheur domestique!*  
 ah! mon cœur se gonfle de  
 soupirs, lorsque je pense à  
 tous les vices de la nouvelle  
 constitution, qui exileroient  
 pour jamais ce bonheur, si  
 elle subsistoit long-tems;  
 la plume me tombe des mains.

UN PAYSAN. ah! mon-  
 sieur, nous partageons  
 toute votre douleur; nous  
 la ressentons toute entière;  
 voyez comme tous nos ca-  
 marades sont affligés.

UN AUTRE PAYSAN. Il  
 nous reste une consolation:  
 c'est de n'être plus dans  
 l'erreur, où ce misérable  
 père

père Gérard nous avoit plongés.

UN TROISIEME PAYSAN.  
comme je vais le confondre!

*Le solitaire.* Il faut plutôt tâcher à votre tour de l'éclairer. Voilà ce que vous prescrit la charité.

*Un quatrième paysan.*  
Mais nous sommes plus jeunes que lui. Il ne voudra pas nous entendre.

*Le solitaire.* Le précepte de la charité est commun aux jeunes envers les vieux, comme à ceux-ci envers les jeunes. Seulement les jeunes doivent avoir l'atten-

tion de ne jamais s'écarter du respect dû à la vieillesse. Les vieux s'obstinent-ils à mépriser les conseils charitables des jeunes ? il faut revenir respectueusement , trois fois , à la charge , les abandonner s'ils persistent dans leur opiniâtreté orgueilleuse , & se contenter de les plaindre.

*Le cinquième paysan.*  
Agréez , mon cher monsieur , tous nos remerciemens : ils sont bien sincères.

*Le solitaire.* J'aurois désiré mieux faire , mes amis. Mais vous m'avez trop pres-



sé. J'avois commencé passablement. J'ai continué à la hâte. Il a fallu abréger & dépêcher la suite de mon entreprise. Il n'y a pas de comparaison entre les deux premiers entretiens & les dix autres. C'est votre faute. L'impression de ce petit Ouvrage ne me flatte pas. Je n'ai ni prétentions à la gloire d'auteur, ni le talent de l'être. Une bonne intention, des principes purs, quelques raisonnemens & l'expérience de l'âge, voilà tout mon mérite ; aimez moi toujours :

( 260 )

mais gardez-vous de me  
nommer jamais pour l'au-  
teur de cet *Almanach*.

FIN.

---

---

---

T A B L E.

INTRODUCTION ,	pag. iiij
I. Entretien, <i>de la constitution</i> . . . . .	11
II. Entretien , <i>de la nation</i> . . . . .	57
III. Entretien , <i>de la loi</i> . . . . .	153
IV. Entretien , <i>du roi.</i>	176
V. Entretien , <i>de la propriété</i> . . . . .	189
VI. Entretien , <i>de la religion.</i> . . . .	195
VII. Entretien , <i>des contributions publiques.</i>	218
VIII. Entretien , <i>des tribunaux.</i> . . . .	223

IX. Entretien, *de la force  
armée.* . . . . 228

X. Entretien, *des droits  
de chaque citoyen de  
ses devoirs.* . . . 237

XI. Entretien, *de la pros-  
périté.* . . . . 248

XII. Entretien, *du bonheur  
domestique.* . . . 253

Calendrier . . . . 261

---

## DES ECLIPSES.

**I**l y aura cette année deux Eclipses de Soleil, dont une sera visible à Paris.

La première Eclipe de soleil, du 22 Mars, invisible à Paris, sera centrale et annulaire au lever du Soleil, par 152deg. de longitude occidentale de Paris, et 14 degrés 44 minutes de latitude australe.

La seconde Eclipse de Soleil, du 16 Septembre, visible à Paris, commencera à 7 heures 43 minutes du matin, et finira à 8 heures 10 minutes 15 secondes.

# JANVIER.




Prem. quart. le 1 à 4 heures  
30 minu. du matin.





Pleine lune le 9, à 9 heures  
13 minutes du matin.

- 1 | *Dim. La Circoncision.*
- 2 | lundi s. Basile, Evêque.
- 3 | mardi *Ste. Genevieve, V.*
- 4 | merc. s. Rigobert, Evêq.
- 5 | jeudi s. Siméon Stylite.
- 6 | vend. L'EPIPHANIE.
- 7 | sam. s. Thean, Solitaire.
- 8 | *I. Dim. s. Lucien, E. & M.*
- 9 | lundi s. Pierre, Evêque.
- 10 | mardi s. Paul, Hermite.
- 11 | merc. s. Hygin, Pape.
- 12 | jeudi s. Arcade, Martyr.
- 13 | vend. Le Bapt. de N. S.
- 14 | sam. s. Hilaire, Evêque.
- 15 | *II. Dim. s. Maur, Abbé.*
- 16 | lundi s. Guillaume, Evêque.

# JANVIER.

 Dern. quart. le 17 à 2 h.  
13 minutes du soir.

 Nouv. lune le 22 à 5 heur. 36  
minutes du soir.

 Prem. quart. le 30 à 11 h. 10  
minu. du soir.

- 17 mardi s. Antoine, Abbé.
- 18 merc. la Chaire s. Pierre.
- 19 jeudi s. Sulpice, Evêque.
- 20 vend s. Sébastien.
- 21 sam. ste Agnès, V. & M.
- 22 *III. D.* s. Vincent, Martyr.
- 23 lundi s. Ildefonce, Evêque.
- 24 mardi s. Babylas, Evêque.
- 25 merc. Conv. de s. Paul.
- 26 jeudi ste Paule, Veuve.
- 27 vend. s. Julien, Evêque.
- 28 sam. s. Cyrille, Pape.
- 29 *IV D.* s. François de Sales.
- 30 lundi ste Bathilde, Reine.
- 31 mardi ste Marcelle.



# F É V R I E R.



Pleine lune le 8 à 3 heures.  
5 minutes du matin.



Dernier quartier le 15 à  
midi.

- 1 | merc. s. Ignace, Evêque.
- 2 | jeudi LA PURIFICATION.
- 3 | vend. s. Blaise, Martyr.
- 4 | sam. s. Philéas, Evêque.
- 5 | *Dimanche Septuagésime.*
- 6 | lundi s. Vast, Evêque.
- 7 | mardi s. Romuald.
- 8 | merc. s. Jean de Matha.
- 9 | Jeudi ste Appolline, Vierge.
- 10 | vend. ste Scholastique.
- 11 | sam. s. Severin, Abbé.
- 12 | *Dimanche Sexagésime.*
- 13 | lundi s. Lezin Evêque.
- 14 | mardi s. Valentin.
- 15 | merc. ss. Faustin, &c.

## F É V R I E R.



Nouv. lune le 22 à 5 heures  
13 minutes du matin.



Prem. quart. le 29 à 7 h. 33  
minutes du soir.

- 16 | jeudi ste. Julienne , Vierge.
- 17 | vend. s. Silvain.
- 18 | sam. s. Siméon , Evêque.
- 19 | *Dimanche Quinquagésime.*
- 20 | lundi s. Eucher , Evêque.
- 21 | mardi s. Flavien.
- 22 | merc. *Les Cendres.*
- 23 | Jeudi s. Damien.
- 24 | vend. les cinq Playes de N. S.
- 25 | sam. s. Mathias , Apôtre.
- 26 | *I. Dimanche Quadragésime.*
- 27 | lundi s. Porphyre.
- 28 | mardi ste. Honorine,
- 29 | merc. *Quatre-Tems.*

EPACTE VI.

# M A R S.



Pleine lune le 8 à 6 heures 44 minutes du soir.



Dern. quart. le 15 à 7 h. 13 minutes du soir.

- 1 | jeudi s. Aubin, Evêque.
- 2 | vend. s. Simplicie.
- 3 | sam. ste Cunegonde.
- 4 | *II. Dimanche. Reminiscere.*
- 5 | lundi s. Drausin, Evêque.
- 6 | mardi s. Godegrand.
- 7 | merc. ste Perpétue.
- 8 | jeudi s. Jean de Dieu.
- 9 | vend. ste Françoisse.
- 10 | sam. s. Doctrovée, Abbé.
- 11 | *III. Dimanche. Oculi.*
- 12 | lundi s. Pol, Evêque.
- 13 | mardi ste Euphrasie.
- 14 | merc. s. Lubin, Evêque.
- 15 | jeudi s. Zacharie, Pape.
- 16 | vend. s. Abraham.

# M A R S.



Nouvelle lune le 22 à 5 h.  
59 minutes du soir.



Premier quartier le 30 à 3 h.  
45 minutes du soir.

- 17 | sam. ste Gertrude, Vierge.
- 18 | *IV. Dimanche. Latere.*
- 19 | lundi s. Joseph, Patr. Pr.
- 20 | mardi s. Joachim.
- 21 | merc. s. Benoît, Abbé.
- 22 | jeudi s. Epaphrodite.
- 23 | vend. s. Victorien, &c.
- 24 | sam. s. Simon, Martyr.
- 25 | *V. Dimanche. La Passion.*
- 26 | lundi L'ANNONCIATION.
- 27 | mardi s. Ruppert.
- 28 | merc. s. Gontran, Roi.
- 29 | jeudi s. Eustase, Abbé.
- 30 | vend. la Compassion.
- " | sam. s. Acace, Evêque.

# A V R I L.



Pleine lune le 7 à 7 h. 31. m.  
du matin.



Dern. quart. le 14 à 1 h. 25  
minutes du matin.

- 1 *VI. Dim. les Rameaux.*
- 2 lundi s. François de Paule.
- 3 mardi s. Richard.
- 4 merc. s. Ambroise, Evêque.
- 5 jeudi s. Vincent.
- 6 *Vendredi Saint.*
- 7 sam. s. Hégésipe.
- 8 *Dimanche. P A S Q U E.*
- 9 lundi ste. Marie Egyptienne.
- 10 mardi s. Macaire.
- 11 merc. s. Léon, Pape.
- 12 jeudi s. Jules, Pape.
- 13 vend. ste. Herménégilde.
- 14 sam. s. Tiburce.
- 15 *I. Dimanche. Quasimodo.*

# A V R I L.



Nouv. lune le 21 à 7 heures  
45 minutes du matin.



Prem. quart. le 29 à 10 h.  
11 minutes du matin.

- 16 | lundi s. Fructueux.
- 17 | mardi s. Anicet, Pape.
- 18 | merc. s. Parfait, Prêtre.
- 19 | jeudi s. Elphege.
- 20 | vend. ste Hildegonde.
- 21 | sam. s. Anselme, Evêque.
- 22 | *II Dimanche.* ste Opportune.
- 23 | lundi s. Georges, Martyr.
- 24 | mardi ste Beuve.
- 25 | merc. s. Marc, Evan. *Abstin.*
- 26 | jeudi s. Clet, Pape.
- 27 | vend. s. Policarpe, Evêque.
- 28 | sam. s. Vital, Martyr.
- 29 | *III Dimanche.* s. Robert, Abbé.
- 30 | lundi s. Eutrope, Evêque.

M A I.



Pleine lune le 6 à 5 heures  
25 minutes du soir.



Dernier quartier le 13 à 7  
heures 53 minutes du mar.

- 1 mardi s. Jacques s. Philip.
- 2 merc. s. Athanase, Evêque.
- 3 jeudi L'Invent. de ste Croix.
- 4 vend. ste Monique, Veuve.
- 5 sam. Conversion de s. August.
- 6 *IV. Dim. s. Jean P. Latin.*
- 7 lundi s. Stanislas, Evêque.
- 8 mardi s. Désiré, Evêque.
- 9 merc. s. Grégoire de Naziance.
- 10 jeudi s. Gordien.
- 11 vend. s. Mammert, Evêque.
- 12 sam. s. Nérée, Martyr.
- 13 *V. Dim. s. Servais, Evêque.*
- 14 lundi *Les Rogations.*
- 15 mardi s. Isidore.
- 16 merc. s. Honoré, Evêque.



M A I.

☉ Nouvelle lune le 20 à 10 h.  
8 minutes du soir.

☾ Premier quartier le 29 à 1 h.  
52 minutes du matin.

- 17 | jeudi L'ASCENSION.
- 18 | vend. s. Eric, Roi.
- 19 | sam. s. Yves, Prêtre.
- 20 | VI. Dim. s. Austrégésile.
- 21 | lundi s. Hospice.
- 22 | mardi. ste. Julie, Vierge.
- 23 | merc. s. Didier, Evêque.
- 24 | jeudi s. Donatien.
- 25 | vend. s. Urbin, Pape.
- 26 | sam. Vigile-Jeune.
- 27 | Dim. LA PENTECOSTE.
- 28 | lundi. s. Germain, Evêque de R.
- 29 | mardi s. Maximin.
- 30 | merc. Quatre-Tems.
- 31 | jeudi ste Pétronille.

# J U I N.



Pleine lune le 5 à 1 heure 2 minutes du matin.



Dern. quart. le 11 à 3 heures 43 minutes du soir.

- 1 vend. s. Pamphile.
- 2 sam. s. Pothin.
- 3 *I. Dimanche. La Trinité.*
- 4 lundi s. Opat, Evêque.
- 5 mardi s. Boniface, Evêque.
- 6 merc. s. Norbert, Evêque.
- 7 jeudi FÊTE-DIEU.
- 8 vend. s. Medard, Evêque.
- 9 sam. s. Prime.
- 10 *II. Dim. s. Landry, Evêque.*
- 11 lundi s. Barnabé, Apôtre.
- 12 mardi s. Basile.
- 13 merc. s. Antoine de Pade.
- 14 jeudi Octave Fête-Dieu.
- 15 vend. s. Gui, Martyr.

# J U I N.



Nouv. lune le 19 à 0 heure  
52 minutes du soir.



Prem. quart. le 27 à 2 heures  
27 minutes du soir.

- 16 sam. ss. Fargeau & Fergeon.
- 17 *III. Dim. s. Avit, Abbé.*
- 18 lundi ste Marine, Vierge.
- 19 mardi s. Gervais & s. Protas.
- 20 lundi s. Silvere, Pape. L'Été.
- 21 jeudi s. Leufroy, Abbé.
- 22 vend. s. Paulin, Evêque.
- 23 sam. *Vigile Jeûne.*
- 24 *IV. Dim. Nat. de S. Jean-Bapt.*
- 25 lundi s. Prosper.
- 26 mardi s. Babolein, Abbé.
- 27 merc. s. Ladislas, Roi.
- 28 jeudi *Vigile Jeûne.*
- 29 vend. s. Pierre, s. Paul.
- 30 sam. Commémor. de s. Paul.

# JUILLET.



Pleine lune le 4 à 7 heures  
32 minutes du soir.



Dern. quart. le 11 à 1 h.  
55 minutes du matin.

- 1 | *V. Dimanche.* s. Martial, Ev.
- 2 | lundi La Visitation de la Vier.
- 3 | mardi Anatole, Ev.
- 4 | merc. Transl. de s. Martin.
- 5 | jeudi s. Zoé, Mart.
- 6 | vend. s. Tranquillin, M.
- 7 | sam. s. Aubierge.
- 8 | *VI. Dim.* ste Elisabeth, R.
- 9 | lundi s. Cyrille, Evêque.
- 10 | mardi ste Félicité.
- 11 | merc. s. Benoît, Abbé.
- 12 | jeudi s. Gualberr.
- 13 | vend. s. Turias, Ev.
- 14 | sam. s. Bonaventure, Ev.
- 15 | *VII. Dim.* s. Henry, Emp.
- 16 | lundi s. Eustate, Evêque.

# J U I L L E T.



Nouvelle lune le 19 à 3 h.  
40 minutes du matin.



Premier quartier le 27 à 0 h.  
9 minutes du matin.

- 17 mardis. Spérat , & ses C.
- 18 merc. s. Thomas d'Aquin.
- 19 jeudi S. Vincent de P.
- 20 vend. sté Marguerite.
- 21 sam. s. Victor , Martyr.
- 22 *VIII Dim.* ste Marie Madel.
- 23 lundi ste Apollinaire , Ev.
- 24 mardi ste Christine.
- 25 merc. s. Jacques le Maj.
- 26 jeudi s. Christophe.
- 27 vend. s. Georges.
- 28 sam. ste Anne , s. Joach.
- 29 *IX. Dim.* s. Loup , Evêque.
- 30 lundi s. Ignace de Loyola.
- 31 mardi s. Germain d'Auxerre.

# A O U S T.



Pleine lune le 2 à 2 heures  
20 minutes du soir.



Dernier quartier le 9 à 3 h.  
4 minutes du soir.

- 1 | merc. s. Pierre aux Liens.
- 2 | jeudi s. Etienne, Pape.
- 3 | vend. Invention de s. Etienne.
- 4 | sam. s. Dominique.
- 5 | X. D. Suf. de la sté Cr.
- 6 | lundi Transfiguration de N. S.
- 7 | mardi s. Géatan.
- 8 | merc. s. Justin, Martyr.
- 9 | jeudi s. Romain, Martyr.
- 10 | vend. s. Laurent, Martyr.
- 11 | sam. Sufc. de la C. d'Epine.
- 12 | XI. D. ste Claire, Vierge.
- 13 | lundi s. Hyppolite.
- 14 | mardi *Vigile-Jeûne.*
- 15 | merc. *Affomp. de la Vierge.*
- 16 | jeudi s. Roch, Confesseur.

# A O U S T.



Nouvelle lune le 17 à 6 h.  
50 minutes du soir.



Premier quartier le 25 à 7 h.  
35 minutes du matin.



Pleine lune le 31 à 10 heures  
38 minutes du soir.

- 17 vend. s. Mammès, Martyr.
- 18 sam. ste Hélène, Impératrice.
- 19 XII. D. s. Louis, Evêque.
- 20 lundi s. Bernard, Abbé.
- 21 mardi s. Privat, Evêque.
- 22 merc. s. Symphorien, M.
- 23 jeudi s. Sidoine, Evêque.
- 24 vend. s. Barthelemi, Apôtre.
- 25 sam. S. Louis, Roi de F.
- 26 XIII. D. s. Zéphirin, Pape.
- 27 lundi s. Césaire, Evêque.
- 28 mardi s. Augustin, Evêque.
- 29 merc. la Décolat. de s. J-B.
- 30 jeudi s. Fiacre, Solitaire.
- 31 vend. s. Médéric, Abbé.



# S E P T E M B R E.



Dernier quartier le 8 à 7 h.  
18 minutes du matin.



Nouvelle lune le 16 à 9 h.  
27 minutes du matin.

- 1 | sam. s. Ieu, Evêque.
- 2 | XIV. Dim. s. Lazare, ressuscité.
- 3 | lundi s. Grégoire, Pape.
- 4 | mardi s. Marcel, Mart.
- 5 | merc. s. Bertin, Abbé.
- 6 | jeudi s. Onésime.
- 7 | vend. s. Cloud, Prêtre.
- 8 | sam. s. *La Nativité de la Vierge.*
- 9 | XV. D. s. Omer, Evêque.
- 10 | lundi s. Nicolas de Tolentin.
- 11 | mardi s. Patient, Evêque.
- 12 | merc. s. Serdot, Evêque.
- 13 | jeudi s. Maurille, Evêque.
- 14 | vend. Exalt. de ste Croix.
- 15 | sam. s. Corneille.

# SEPTEMBRE.



Premier quartier le 23 à 1 h.  
57 minutes du soir.



Pleine lune le 30 à 9 heures  
15 minutes du matin.

- 16 *XVI. Dim. s. Cyprien, E.*
- 17 lundi s. Lambert, Evêque.
- 18 mardi s. Jean Chrysostôme.
- 19 merc. *Quatre-Tems.*
- 20 jeudi s. Eustache.
- 21 vend. s. Mathieu, Apôtre.
- 22 sam. s. Maurice. *Aut.*
- 23 *XVII. Dim. ste Thecle, V.*
- 24 lundi s. Andoche, Prêtre.
- 25 mardi s. Firmin, Evêque.
- 26 merc. ste Sophie.
- 27 jeudi s. Côme, s. Damien, M.
- 28 vend. s. Ceran, Evêque.
- 29 sam. s. Michel, Archange.
- 30 *XVIII. D. s. Jérôme, Prêtre.*

# OCTOBRE.



Dernier quartier le 8 à 2 h.  
14 minutes du matin.



Nouvelle lune le 15 à 11 h.  
5 minutes du soir.

- 1 | lundi s. Remy, Evêque.
- 2 | mardi Les ss. Anges. G.
- 3 | merc. s. Denis l'Aréopag, A.
- 4 | jeudi s. François d'Assise.
- 5 | vend. ste Aure, Vierge.
- 6 | sam. s. Bruno, Inst. des Chart.
- 7 | XIX. D. s. Serge, s. Braque.
- 8 | lundi s. Demetre, Martyr.
- 9 | mardi S. Denis, Evêq.
- 10 | merc. s. Géron, Martyr.
- 11 | jeudi s. Nicaise, Ev.
- 12 | vend. s. Vilfrid, Ev.
- 13 | sam. s. Gérard, Comte.
- 14 | XX. D. s. Calliste, Pape.
- 15 | lundi ste Thérèse, Vierge.
- 16 | mardi s. Gal, Abbé.

# OCTOBRE.



Premier quartier le 22 à 8 h.  
21 minutes du soir.



Pleine lune le 29 à 10 heures  
32 minutes du soir.

- 17 merc. s. Cerbonnet, Evêq.
- 18 jeudi s. Luc, Evan.
- 19 vend. s. Savinien, Evêque.
- 20 sam. s. Sendou, Prêtre.
- 21 XXI. D. ste Ursule, V. M.
- 22 lundi s. Mellon, Ev.
- 23 mardi s. Hylarion, Abbé.
- 24 merc. s. Magloire, Ev.
- 25 jeudi ss. Crépin, Crépini. M.
- 26 vend. s. Rustique.
- 27 sam. s. Frumence, Evêq.
- 28 XXII. D. ss. Simon, Jude, A.
- 29 lundi s. Faron, Evêque.
- 30 mardi s. Lucain, Martyr.
- 31 merc. Vigile Jeûne.

# NOVEMBRE.



Dernier quartier le 6 à 10 h.  
44 minutes du soir.



Nouvelle lune le 14 à 11 h.  
25 minutes du matin.

- 1 | jeudi LA TOUSSAINT.
- 2 | vend. *Les Morts.*
- 3 | sam. s. Marcel, Ev.
- 4 | XXIII D. s. Charles, Archev.
- 5 | lundi ste Bertille, Abbessé.
- 6 | mardi s. Léonard, Soli.
- 7 | merc. s. Willebrod.
- 8 | jeudi Les saintes Reliques.
- 9 | vend. s. Mathurin, Prêtre.
- 10 | sam. s. Léon, Ier. Pape.
- 11 | XXIV. D. s. Martin, Evêque.
- 12 | lundi s. Vrain, Evêque.
- 13 | mardi s. Brice, Evêque.
- 14 | merc. s. Maclou.
- 15 | jeudi s. Eugène, M.

# N O V E M B R E.



Premier quartier le 21 à 4 h.  
1 minute du matin.



Pleine lune le 28 à 2 heures  
24 minutes du soir.

- 16 vend. s. Eucher, Ev.
- 17 sam. s. Agnan, Ev.
- 18 XXV. Dim. ste Aude, Vierge,
- 19 lundi. ste Elisabeth, Vierge.
- 20 mardi s. Edmon, Roi.
- 21 merc. Présentation de la V.
- 22 jeudi ste Cécile, Vierge.
- 23 vend. s. Clément, Pape.
- 24 sam. s. Severin, Solitaire.
- 25 XXVI. D. ste Catherine, V.
- 26 lundi ste Genevieve des A.
- 27 mardi s. Vital, Martyr.
- 28 merc. s. Sostène.
- 29 jeudi s. Saturnin.
- 30 vend. s. André, Apôtre.

D É C E M B R E.



Dern. quart. le 6 à 6 heures  
59 minutes du soir.



Nouvelle lune le 13 à 10 h.  
35 minutes du soir.

- 1 sam. s. Eloi, Ev.
- 2 *I. Dim. de l'avent.*
- 3 lundi s. Mirocle, Ev.
- 4 mardi ste Barbe, V. M.
- 5 merc. s. Sabas, Abbé.
- 6 jeudi s. Nicolas, Ev.
- 7 vend. ste Fare, Vierge.
- 8 sam. *La Concept. de la V.*
- 9 *II. D. ste Gorgonie.*
- 10 lundi ste Valere, V.
- 11 mardi s. Fuscien, Mart.
- 12 merc. s. Damase, Pape.
- 13 jeudi ste Luce, V. M.
- 14 vend. s. Nicaise.
- 15 sam. s. Maximin, Abbé.
- 16 *III. D. ste Adelaide.*



# D É C E M B R E :



Premier quartier le 20 à 1 h.  
55 minutes du soir.



Pleine lune le 28 à 8 heures  
25 minutes du matin.

- 17 | lundi ste Olympiade, V.
- 18 | mardi s. Gaiien, Evêque.
- 19 | merc. *Quatre-Tems.*
- 20 | jeudi s. Philogone.
- 21 | vend. s. Thomas, A. *Hiv.*
- 22 | sam. s. Ischirion.
- 23 | *IV. Diman. ste Victoire,*
- 24 | lundi *Vigile-Jeûne.*
- 25 | mardi NOEL.
- 26 | merc. S. Etienne, prem. M.
- 27 | jeudi S. Jean l'Ev. Apôtre.
- 28 | vend. Les ss. Innocens, M.
- 29 | sam. s. Thomas de Cant.
- 30 | *Dim. ste Colombe, V.*
- 31 | lundi s. Silvestre, Pape.



---

## LES QUATRE SAISONS.

### D U P R I N T E M S.

**L**E commencement de cette Saison arrivera le 9 Mars, à 9 heures 31 minutes 30 secondes du soir.

### D E L' É T É.

Cette Saison commencera le 20 Juin, à 7 heures 28 min. 30 sec. du soir.

### D E L' A U T O M N E.

Le commencement de l'Automne arrivera le 22 Septembre, à 9 h. 13 min. 30 sec. du matin.

### D E L' H I V E R.

L'Hiver commencera le 21 Décembre à 1 h. 43 m. 35 sec. du m.

BIBLIOTHÈQUE  
DU  
SÉNAT.

